



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 2 AVRIL 1898.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

965

ORDRE EN CONSEIL.

À la Cour à Osborne House, Ile de Wright, le 3e jour de février 1898.

Présente : SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE EN CONSEIL.

ATTENDU qu'en vertu de la sous-section 1, de la section 238 de l' "Acte de la marine marchande, 1894," quand il est démontré à Sa Majesté que le gouvernement d'un pays étranger quelconque donne ou donnera les moyens nécessaires pour retrouver et arrêter les marins qui désertent de navires marchands anglais dans ce pays, Sa Majesté peut déclarer par un ordre en conseil, établissant que ces moyens sont ou seront donnés, que cette section s'appliquera à ce pays étranger, dans les limites, conditions et dispositions spécifiées dans l'ordre en conseil.

Et attendu qu'il est démontré à Sa Majesté que le gouvernement du Japon donne les moyens nécessaires pour retrouver et arrêter les marins qui désertent de navires marchands anglais dans ce pays :

En conséquence, dès maintenant, il plaît à Sa Majesté, en vertu du pouvoir que lui accorde la sous-section 1 susdite de la section 238 de l' "Acte de la marine marchande, 1894," et par et de l'avis de Son Conseil Privé, d'ordonner et déclarer et il est,

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 2nd APRIL, 1898.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

966

ORDER IN COUNCIL.

At the Court at Osborne House, Isle of Wight, the 3rd day of February, 1898.

Present :—THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY IN COUNCIL.

WHEREAS by sub-section 1, of section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," it is provided that, where it appears to Her Majesty that due facilities are, or will be, given by the Government of any foreign country for recovering and apprehending seamen who desert from British merchant-ships in that country, Her Majesty may, by order in council, stating that such facilities are or will be given, declare that that section shall apply in the case of such foreign country, subject to any limitations, conditions, and qualifications contained in the order :

And whereas it appears to Her Majesty that due facilities are given by the government of Japan for recovering and apprehending seamen who desert from British merchant-ships in that country :

Now, therefore, Her Majesty, by virtue of the power vested in Her by the herein-before recited sub-section 1, of section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," and by and with the advice of Her Privy Council, is pleased to order and declare,

par les présentes, ordonné et déclaré que la dite section 238 de l'Acte de la marine marchande, 1894 s'appliquera au Japon.

Et attendu qu'il est nécessaire de rendre cet Ordre immédiatement exécutoire, cet Ordre entrera en vigueur sans délai, et sera considéré comme Ordre provisionnel selon le sens de l'acte intitulé : "The rules publication Act, 1894."

Et le secrétaire d'Etat du département de l'Intérieur, le secrétaire d'Etat des colonies et secrétaire d'Etat de l'Inde, en conseil, devront donner les instructions nécessaires en conséquence.

1561

C. L. PEEL.

and it is hereby ordered and declared, that the said section 238 of "The Merchant Shipping Act, 1894," shall apply in the case of Japan.

And whereas the immediate operation of this Order is urgent; this Order shall come into operation forthwith, and shall be a Provisional Order within the meaning of "The Rules Publication Act, 1894."

And the Secretary of State for the Home Department, the Secretary of State for the Colonies, and the Secretary of State for India in Council, are to give the necessary directions herein accordingly.

1562

C. L. PEEL.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 24 mars 1898, de nommer M. Louis Napoléon Asselin, shérif du district de Rimouski, comté de Rimouski, juge de paix sous l'autorité de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Rimouski. 1489

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 24 mars 1898, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Saint-Hyacinthe, les personnes suivantes :

MM. Narcisse Vadnais, Elie Mercure, tous deux cultivateurs, Philéas Graveline, marchand, Augustin Mercure, bourgeois, tous de la paroisse de L'Ange Gardien de Rouville, comté de Rouville. 1491

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du 29 mars 1898, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Notre-Dame des Anges de Montauban, dans le comté de Portneuf, et de nommer MM. Cyrille Frenette, Francis Dion, Victor Bertrand, Zozime Delisle, I. Alfred Belle-Isle et Jean-Baptiste Rhéault, commissaires de la dite cour. 1495

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 23 mai 1892, pour le canton de Shefford, dans le comté de Shefford, et de nommer par commission en date du 29 mars 1898, MM. Louis Bouchard, Pierre Hubert, Godfroid Poirier, Nathan O. Rockwell et Georges Moynau, commissaires de la dite cour. 1515

Proclamation

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le CINQUIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—SALUT :

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th of March, 1898, to appoint Mr. Louis Napoléon Asselin, sheriff of the district of Rimouski, a justice of the peace under the authority of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Rimouski. 1490

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 24th of March, 1898, to associate to the commission of the peace for the district of Saint Hyacinthe, the following persons :

Messrs. Narcisse Vadnais, Elie Mercure, both farmers, Philéas Graveline, merchant, Augustin Mercure, gentleman, all of the parish of L'Ange Gardien de Rouville, county of Rouville. 1492

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by a commission dated the 29th of March, 1898, to establish a court for the summary trial of small causes in the parish of Notre-Dame des Anges de Montauban, in the county of Portneuf, and to appoint Messrs. Cyrille Frenette, Francis Dion, Victor Bertrand, Zozime Delisle, I. Alfred Belle-Isle and Jean Baptiste Rhéault, commissioners of the said court. 1496

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 23rd of May, 1892, for the township of Shefford, in the county of Shefford, and to appoint, by commission dated 29th March, 1898, Messrs. Louis Bouchard, Pierre Hubert, Godfroid Poirier, Nathan O. Rockwell and Georges Moynau, commissioners of the said court. 1516

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIFTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le QUATORZIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

781

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 28 mars 1898.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Sainte-Rose de Watford, dans le comté de Dorchester, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits ou passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1501

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 28 mars 1898.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du canton Marchand, dans le comté de Labelle, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits ou passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1503

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIFTH day of the month of APRIL, one thousand eight hundred and ninety-eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the FOURTEENTH day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-one year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery
Québec.

782

Government Notice

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 28th March, 1898.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor in council, by the municipal council of Sainte Rose de Watford, in the county of Dorchester, to obtain the authorization to publish in french only, all notices, by-laws or resolutions, made or passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of this notice.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

1502

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 28th March, 1898.

Notice is hereby given that a petition has been presented to the lieutenant governor, by the municipal council of the township Marchand, in the county of Labelle, to obtain the authorization to publish in french only, all notices, by-laws or resolutions made or passed by the said council.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months from the second and last publication of the present notice.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

1504

"Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-troisième jour de mars courant, incorporant E. Goff Penny, M. P., bourgeois, Robert Archer, capitaliste, William Strachan, manufacturier, William Currie, manufacturier, et Robert Law, commerçant, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants, savoir : de faire et mettre en opération les affaires de manufacture de pulpe et de papier dans toutes ses branches ; d'acquérir et vendre des biens immobiliers et leurs servitudes ; d'acheter et vendre des limites à bois et bois de toutes espèces, et en faire le commerce ; d'ériger et construire des moulins à scie, de manufacturer le bois et faire le commerce de bois dans toutes ses branches ; de bâtir, ériger, construire et vendre ou louer des maisons, hangars, magasins pour ses employés et autres ; de faire en général les affaires de marchand et commerçant de provisions et marchandises de toutes sortes ; d'acquérir, vendre et développer les pouvoirs d'eau sur la rivière Jacques-Cartier et ailleurs dans la province de Québec ; de développer l'électricité, fournir et distribuer la lumière, la chaleur et le pouvoir au moyen de l'électricité, la transmettre, la vendre ou la louer, et en général de faire toutes choses nécessaires au développement du pouvoir et de la production de l'électricité, de la vente et loyer d'icelle, et de manufacturer tous produits au moyen de procédés électrolytiques ; d'emprunter de l'argent et de le garantir par hypothèque, des débetures hypothécaires ou autrement, sous le nom de "The Jacques Cartier Pulp and Paper Company," avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de mars 1898.

L'avis publié dans la *Gazette Officielle* du 26 mars courant est en conséquence amendée.

JOS. BOIVIN,

1517 Assistant secrétaire provincial.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 29 mars 1898.

Présent : LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil.

Il est ordonné que la compagnie Rathbun, de Deseronto, soit autorisée à prélever des droits de barrage sur le bois passant dans l'Anse Antoine améliorée par elle, savoir :

Sur la partie améliorée, 20 centins par 1000 pieds M. P.

A partir du Lac Dickson jusqu'à la rivière Ottawa, 16 centins par 1000 pieds M. P.

Le tout sujet à l'obligation de la part de la dite compagnie Rathbun de faire un rapport annuel, en janvier, au sujet des frais d'entretien, des améliorations, de la collection des droits de barrage, de la quantité de bois passé dans la dite anse, et des droits perçus durant l'année.

GUSTAVE GRENIER,

1519 Greffier du Conseil Exécutif.

No 651.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité de Saint-Samuel de Gayhurst, comté de Beauce, le territoire suivant, savoir : Le lot No 27 du premier rang du canton de Gayhurst, et le lot No 26 du deuxième rang du dit canton, à aller à la Grande Ligne qui sépare les cantons de Gayhurst et de Dorset, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Ludger, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1898.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March instant, incorporating E. Goff Penny, M. P., gentleman, Robert Archer, capitalist, William Strachan, manufacturer, William Currie, manufacturer, and Robert Law, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, viz : to carry on and operate the business of manufacturing pulp and paper in all its branches ; to acquire and sell immovable properties with the servitudes thereto attached ; to purchase, sell and deal in timber limits, lumber and timber ; to erect and construct saw mills and to carry on manufacture of lumber and conduct the business of lumbering in all its branches ; to build, erect, construct and sell or lease dwelling houses, stores and shops to its employees and others ; to operate and carry on the business of general store keepers and dealers and supplies and general merchants ; to acquire, sell and develop water powers on the Jacques Cartier River and elsewhere in the province of Quebec ; to develop electricity, to supply and distribute light, heat and power by means of electricity, to transmit, sell or lease the same, and generally to do all things necessary to the development of power, generation of electricity, the sale and leasing of the same and the manufacture of products by electrolytic processes, the sale of the same ; to borrow money and to secure the same by mortgage and mortgage debentures or otherwise, by the name of "The Jacques Cartier Pulp and Paper Company," with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of March, 1898.

The notice published in the *Official Gazette* of the 26th of March instant is accordingly amended.

JOS. BOIVIN,

1518 Assistant Provincial Secretary.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 29th March, 1898.

Present : THE LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the Rathbun company, of Deseronto, be authorized to levy the following tolls on timber passing through their Antoine Creek improvements, viz :

Through all the improvements, 20 cents par 1,000 feet B. M.

From Dickson's Lake to river Ottawa, 16 cents per 1,000 feet B. M.

The whole subject to the obligation on the part of the said Rathbun Company to report annually, in January, as to the cost of maintenance of the improvements and of collecting tolls, the amount of timber floated and the tolls collected during the year.

GUSTAVE GRENIER,

1520 Clerk Executive Council

No. 651.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of School Municipalities.

To detach from the municipality of Saint Samuel de Gayhurst, county of Beauce, the following territory, to wit : Lot No. 27 of the first range of the township of Gayhurst, and lot No. 26 of the second range of the said township going to the Grand Line, which separates the townships of Gayhurst and of Dorset, and to annex them for school purposes to the municipality of Saint Ludger, in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Gayhurst.
Lot 55, du 1er rang, à Philomond Godette.
Canton Signai.
5e rang.
Lots 20, à A. Bilodeau, Thos. Côté.
" 21, à Alex. Dufour.
" 22, à Jos. Dufour.
" 23, à Jos. Chouinard.
" 26, du 6e rang, à Jean Jean.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 2 avril 1898.

1551

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6612.
Joly.
Lot 21, du 1er rang, à Norbert Thérien.
Lot 22, du 1er rang, à Emery Daoust.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 24 mars 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6613.
Addington.
Lot 42, du 3e rang, à Thomas Derouin.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 24 mars 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Gayhurst,
Lot 55, of 1st range, to Philomond Godette.
Township Signai.
5th range.
Lots 20, to A. Bilodeau, Thos. Côté.
" 21, to Alex. Dufour.
" 22, to Jos. Dufour.
" 23, to Jos. Chouinard.
" 26, of 6th range, to Jean Jean.

E. E. TACHE,
Assistant commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 2nd April, 1898.

1552

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6612.
Joly.
Lot 21, in the 1st range, to Norbert Thérien.
Lot 22, in the 1st range, to Emery Daoust.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 24th March, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6613.
Addington.
Lot 42, in the 3rd range, to Thomas Derouin.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 24th March, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6618.

Ham.
Lot 3, du 3e rang, à Robert Broek.
E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 29 mars 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6615.

Kilkenny.

La $\frac{1}{2}$ sud-est du lot 19, du 10e rang, à Augustin Labelle.

La $\frac{1}{2}$ nord-ouest du lot 20, du 10e rang, à Wm. Short.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 28 mars 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6617.

Aylwin.

Lot 25, du 10e rang, à Benj. N. Reid.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.
Québec, 28 mars 1898. 1493

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6609.

Aylwin.

Lots 24 et 25, du 9e rang, à John Cleland.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 21 mars 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours

Adj. 6618.

Ham.
Lot 3, in the 3rd range, to Robert Broek.
E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 29th March, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6615.

Kilkenny.

S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 19, in the 10th range, to Augustin Labelle.

N. W. $\frac{1}{2}$ of lot 20, in the 10th range, to Wm. Short.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 28th March, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6617.

Aylwin.

Lot 25, in the 10th range, to Benj. N. Reid.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Lands, Forests and Fisheries.
Quebec, 28th March, 1898. 1494

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :
Adj. 6609.

Aylwin.

Lots 24 and 25, in the 9th range, to John Cleland.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 21st March, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and followings of the R. S. Q., that, 60 days

après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Albanel.

Lot 36 du 8e rang, à Isid. Guilmette.

Canton Taillon.

Lot 4 du 2e rang, à R. E. Lindsay.

Canton Mergemette N.

3e rang.

Lot 42, à Damase Parent.

" 55, à A. Faucher de St. Maurice.

Lots 56, 57, à Vte Hector de Galard.

" 58, 59, à J. A. Chapleau.

" 60, 61, 62, 63, 64, à Baron M. Martin du Nord.

4e rang.

Lots 11, 12, à Wm. T. Brenton.

" 58, 59, à Dr. E. Chapleau.

" 60, 61, à C. A. Dansereau.

" 65, à Faucher de St. Maurice.

" 66, à Désiré Moffat.

E. E. TACHÉ,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 26 mars 1898.

1385-2

No 2580.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'annexion de municipalité scolaire.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Grégoire le Thaumaturge, cette partie du quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, comprise antérieurement à l'arrêté en conseil du 20 janvier dernier (1898), dans la dite municipalité scolaire de Saint-Grégoire le Thaumaturge.

Cette annexion ne devant s'appliquer qu'aux catholiques seulement.

1405-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 2 mars 1898.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Siméon Fraser, écuyer, notaire public, de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoires et index des notaires Eugène Sicotte et C. P. Cleveland, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685, S.R.P.Q.

J. E. ROBIDOUX,

985-5

Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET RÉGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant

after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Albanel.

Lot 36 of 8th range, to Isid. Guilmette.

Township Taillon.

Lot 4 of 2nd range, to R. E. Lindsay.

Township Mergemette N.

3rd range.

Lot 42, to Damase Parent.

" 55, to A. Faucher de St. Maurice.

Lots 56, 57, to Vte Hector de Galard.

" 58, 59, to J. A. Chapleau.

" 60, 61, 62, 63, 64, to Baron M. Martin du Nord.

4th range.

Lots 11, 12, to Wm. T. Brenton.

" 58, 59, to Dr. E. Chapleau.

" 60, 61, to C. A. Dansereau.

65, to Faucher de St. Maurice.

66, to Désiré Moffat.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 26th March, 1898.

1386

No. 2580.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application to annex school municipality.

Application is made to annex to the school municipality of Saint-Grégoire le Thaumaturge, that part of Saint Denis ward, of the city of Montreal, comprised previously to the order in council of the 20th of January last (1898), in the said school municipality of Saint-Grégoire le Thaumaturge.

This annexation to apply to catholics only.

1406

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 2nd March, 1898.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, of the province of Quebec, by Siméon Fraser, esquire, notary public, of Richmond, district of Saint Francis, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertoires and indexes of the notaries Eugène Sicotte and C. P. Cleveland, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 R. S. P. Q.

J. E. ROBIDOUX,

986

Provincial secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line

toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession: ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition—devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de

or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a rail-

fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

961

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécia sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer des péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

way, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
C. L. O.

962

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause de statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront retirés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 778.

Dame Ethel Ford Varney, du village de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Joshua Andrews, du même lieu.

JULES RICHARD,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 9 février 1898. 1487

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 755.

Dame Mary Ellen Brady, du village de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Peter F. Dunn, du même lieu.

JULES RICHARD,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 11 janvier 1898. 1485

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 351.

Dame Margaret Florence McLean, de la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Arthur Bell, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

vs.

Le dit Arthur Bell, commerçant, de la dite paroisse de Saint-Jérôme, Défendeur.

La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre le défendeur.

JEAN B. B. PREVOST,
Avocat de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 21 mars 1898. 1479

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 1137.

Dame Marie Luce Boivin, de la ville de Lévis, épouse commune en biens de Johnny Mercier, navigateur, du même lieu, Demanderesse;

vs.

Le dit Johnny Mercier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

J. A. LANE,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 24 février 1898. 1375-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2861.

Dame Dina Rhéaume, des cité et district de Montréal, épouse de François-Xavier Fortin, laitier, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son mari.

GEO. U. MOFFATT,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 26 mars, 1898. 1437-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1633.

Dame Mary Ann Jackson, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas H. Love, du même lieu, blanchisseur, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 15 mars 1898. 1321-3

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 778.

Dame Ethel Ford Varney, of the village of Windsor Mills, district of Saint Francis, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her husband, Joshua Andrews, of the same place.

JULES RICHARD,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 9th February, 1898. 1488

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 755.

Dame Mary Ellen Brady, of the village of Windsor Mills, district of Saint Francis, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her husband, Peter F. Dunn, of the same place.

JULES RICHARD,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 11th January, 1898. 1486

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 351.

Dame Margaret Florence McLean, of the parish of Saint Jérôme, district of Terrebonne, wife common as to property of Arthur Bell, of the said parish of Saint Jérôme, trader, duly authorized *à ester en justice*,

vs.

The said Arthur Bell, trader, of the said parish of Saint Jérôme, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to properties against the defendant.

JEAN B. B. PREVOST,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 21st March, 1898. 1480

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1137.

Dame Marie Luce Boivin, of the town of Lévis, wife common as to property of Johnny Mercier, of the same place, navigator, Plaintiff;

vs.

The said Johnny Mercier, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

J. A. LANE,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 24th February, 1898. 1376

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2861.

Dame Dina Rhéaume, of the city and district of Montreal, wife of François Xavier Fortin, milkman, of the same place, has instituted against her husband an action for separation as to property.

GEO. U. MOFFATT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 26th March, 1898. 1438

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1633.

Dame Mary Ann Jackson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Thomas H. Love, of the same place, laundryman, and duly authorized, has taken an action in separation as to property against her said husband.

GEOFFRION, DORION & ALLAN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th March, 1898. 1322

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2942.

Odile Messier dite Saint-François, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Noël, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.
 Le dit Louis Noël, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

P. R. GOYET,
 Avocat de la Demanderesse.
 Montréal, 22 mars 1898. 1439-2

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 90.

Dame Céline Ayotte, épouse de Joseph Alarie, journalier, de la cité des Trois-Rivières, a, le seize (16) mars courant, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOS. G. HARNOIS,
 Procureur de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 16 mars 1898. 1291-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 1458.

Avis est par les présentes donné que Dame Rose de Lima Laurin, de Saint Martin, district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son mari Jean Baptiste Clermont, en séparation de biens.

DEMERS & DE LORIMIER,
 Procureurs de la Demanderesse.
 Montréal, 3 mars 1898. 1305-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 556.

Dame Olympe Beauchamp, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Ovila Marion, commerçant, du même lieu.

LACOSTE & PRIMEAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 14 mars 1898. 1309-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 1537.

Marie Louise Hay, des cité et district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son mari Fabien Léon Guertin, du même lieu, en séparation de biens.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 17 mars 1898. 1303-3

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dame Mary Beaulne, de Papineauville, district d'Ottawa, épouse commune en biens d'Elie Augustin Gauthier, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux susdit.

AUGUSTE MACKAY,
 Avocat de la Demanderesse.
 Hull, 15 mars 1898. 1307-3

Madame Mary Anna Joséphine Wainwright, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, épouse de Charles Appollinaire Codère, hôtelier, du même lieu, a institué aujourd'hui contre lui, en cour supérieure, dans le dit district, une action en séparation de biens.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
 Avocat de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 25 mars 1898. 1463-2

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2942.

Odile Messier dite Saint François, of the city and district of Montreal, the wife common as to property of Louis Noël, trader, of the same place, and duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.
 The said Louis Noël, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

P. R. GOYET,
 Attorney for Plaintiff.
 Montreal, 22nd March, 1898. 1440

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 90.

Dame Céline Ayotte, wife of Joseph Alarie, laborer, of the city of Three Rivers, has, on the sixteenth (16) of March instant, taken an action in separation as to property against her said husband.

JOS. G. HARNOIS,
 Attorney for plaintiff.
 Three Rivers, 16th March, 1898. 1292

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1458.

Notice is hereby given that Dame Rose de Lima Laurin, of Saint Martin, in the District of Montreal, has, this day, sued her husband Jean Baptiste Clermont, in separation as to property.

DEMERS & DE LORIMIER,
 Attorneys for Plaintiff.
 Montreal, 3rd March, 1898. 1306

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 556.

Dame Olympe Beauchamp, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to the property against her husband, Ovila Marion, of the same place, trader.

LACOSTE & PRIMEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 14th March, 1898. 1310

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1537.

Marie Louise Hay, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation from property against her husband Fabien Léon Guertin, of the same place.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 17th March, 1898. 1304

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*

Dame Mary Beaulne, of Papineauville, district of Ottawa, wife common as to property of Elie Augustin Gauthier, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property from her said husband.

AUGUSTE MACKAY,
 Plaintiff's Attorney.
 Hull, 15th March, 1898. 1308

Madame Mary Anna Josephine Wainwright, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Charles Appollinaire Codère, of the same place, hotel-keeper, has instituted this day, in the superior court, in said district, against her said husband, an action in separation as to properties.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
 Advocate for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 25th March, 1898. 1464

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 Dame Philomène Paradis, de la ville de Salaberry
 de Valleyfield, dit district, épouse commune en
 biens de Stanislas Joncas, commerçant, du même
 lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse :

vs.
 Le dit Stanislas Joncas, Défendeur.
 La demanderesse a, ce jour, institué une action
 en séparation de biens contre le défendeur.
 L. J. PAPINEAU,
 Avocat de la demanderesse.
 Beauharnois, 15 mars 1898. 1289-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 49.

Dame Marie Vitaline Provençal, des cité et district
 de Montréal, épouse commune en biens de Joseph
 Alphonse Hudon, menuisier, du même lieu, a,
 ce jour, institué une action en séparation de biens
 contre son mari.

LAVALLEE, LAVALLEE
 & LAVALLEE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 22 février 1898. 1033-4

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No. 791.

Dame Charlotte Elizabeth Simpson, du canton de
 Compton, dans le district de Saint-François, a
 institué une action en séparation de biens contre son
 mari, Edward W. Brewster, du dit canton de
 Compton.

CATE, WELLS & WHITE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sherbrooke, 19 février 1898. 955-4

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure*
 District de Montréal. }
 No. 1618.

Dame Eva Gertrude Mann, des cité et district de
 Montréal, épouse de John Augustine Mann, du
 même lieu, Demanderesse ;

vs.
 Le dit John Augustine Mann, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été institué
 en cette cause.

CHARLES A. DUCLOS,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 12 mars 1898. 1231-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 2072.

La demanderesse Dame C. S. Marie Simon, de
 Montréal, épouse commune en biens de G. P. Joseph
 Perret, ingénieur, du même lieu, a institué contre
 ce dernier une action en séparation de biens.

BENOIT & JOANETTE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 2 février 1898. 983-4

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
 No. 251.

Dame Cordelia Constantineau, de la paroisse de
 Saint-Blaise, district d'Iberville, épouse de Nar-
 cisse Brassard, cultivateur, du même lieu, et due-
 ment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Narcisse Brassard, cultivateur, de la dite pa-
 roisse de Saint-Blaise, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été institué
 en cette cause le 28 février 1898.

GIRARD & PELLETIER,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Jean, 1er mars 1898. 1027-4

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 Dame Philomène Paradis, of the town of Salaberry
 de Valleyfield, in the said district, wife common
 as to property of Stanislas Joncas, trader, of the
 same place, duly authorized to ester en justice.
 Plaintiff ;

vs.
 The said Stanislas Joncas, Defendant.
 The plaintiff has, this day, instituted an action
 for separation as to property against the Defendant.
 L. J. PAPINEAU,
 Attorney for plaintiff.
 Beauharnois, 15th March, 1898. 1290

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 49.

Dame Marie Vitaline Provençal, of the city and
 district of Montreal, wife common as to property
 of Joseph Alphonse Hudon, joiner, of the same
 place, has, this day, instituted an action in separate
 as to property against her husband.

LAVALLEE, LAVALLEE
 & LAVALLEE,
 Attorneys for Plaintiff.
 Montreal, 22nd February, 1898. 1034

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 791.

Dame Charlotte Elizabeth Simpson, of the town-
 ship of Compton, in the district of Saint Francis,
 has, this day, instituted an action as to property
 against her husband, Edward W. Brewster, of the
 said township of Compton.

CATE, WELLS & WHITE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sherbrooke, 19th February, 1898. 956

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 No. 1618.

Dame Eva Gertrude Mann, of the city and district
 of Montreal, wife of John Augustine Mann, of
 the same place, Plaintiff.

vs.
 The said John Augustine Mann, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted in this cause.

CHARLES A. DUCLOS,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 12th March, 1898. 1232

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2072.

The plaintiff Dame C. S. Marie Simon, of the city
 of Montreal, wife common as to property with G.
 P. Joseph Perret, engineer, of the same place, has
 instituted an action in separation as to property
 against the said G. P. Joseph Perret.

BENOIT & JOANETTE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 2nd February, 1898. 984

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 No. 251.

Dame Cordelia Constantineau, of the parish of Saint
 Blaise, district of Iberville, wife of Narcisse Bras-
 sard, farmer, of the same place, and duly author-
 ized à ester en justice, Plaintiff ;

vs.
 The said Narcisse Brassard, farmer, of the said
 parish of Saint Blaise, Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in that cause the 28th February, 1898.

GIRARD & PELLETIER,
 Attorneys for Plaintiff
 Saint Jean, 1st March, 1898. 1028

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No. 455.

Dame Rollia *alias* Victoria Ashmar, de Papineauville, dit district, épouse commune en biens de Pierre Tadet, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

AUGUSTE MACKAY,
 Avocat de la demanderesse.

Hull, 8 mars 1898.

1205-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Hudson Bay Knitting Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer et vendre des effets de tricot et autres articles de vêtement, et d'acquérir des droits de patentes, marques de commerce et machines nécessaires pour poursuivre les dites affaires.

(b) De manufacturer et vendre toute sorte d'effets en caoutchouc, en laine et en coton, et des chausures.

(c) De faire en général les affaires comme courtier et à commission.

(d) D'agir comme agents pour vendre des effets pour les manufacturiers et garantir ces ventes ;

(e) De faire des avances d'argent et prendre comme garantie du remboursement d'icelles avec intérêt, toute espèce de marchandises et actions dans les compagnies incorporées, et à cette fin, d'acquérir, posséder et disposer des actions d'autres corporations.

(f) D'acquérir, posséder et vendre des immeubles y compris des propriétés minières.

(g) De faire les affaires de tannage dans toutes ses branches.

(h) Et de plus de faire les affaires de manufacturiers et agents généraux.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000) divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Joseph John Westgate, Charles Leander Higgins, tous deux des cité et district de Montréal, manufacturiers ; Benjamin Workman Higgins, marchand, et Hiram Eslie Higgins, commis, tous deux de Saint-Paul, dans le district de Montréal, et Robert Lucas, teneur de livres, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal ; tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

HUTCHINSON & OUGHTRED,
 Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 mars 1898.

1483

Province de Québec, }
 District de Montréal. }

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social :

1° Le nom de la compagnie sera : "The Montreal Boot and Shoe Manufacturing Company, Limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est deman-

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No. 455

Dame Rollia *alias* Victoria Ashmar, of Papineauville, said district, wife common as to property of Pierre Tadet, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, has, to day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

AUGUSTE MACKAY,
 Plaintiff's Attorney.

Hull, 8th March, 1898.

1206

Public notice is hereby given that, within a month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic under the name and for the purposes herein-after mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Hudson Bay Knitting Company."

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To manufacture and sell knitted goods and other articles of clothing and to acquire patent rights, trade marks and machinery necessary to carry on the said business.

(b) To manufacture and sell all kinds of rubber, woollen and cotton goods and boots and shoes.

(c) To carry on a general jobbing and commission business.

(d) To act as agents for the sale of goods for manufacturers and to guarantee such sale.

(e) To make advances of money and to take as security for the repayment of the same with interest all kinds of merchandise and stocks in incorporated companies, and for this purpose to acquire, hold and dispose of stock in other corporations ;

(f) To acquire, hold and sell real estate including mining properties.

(g) To carry on the business of tanning in all its branches.

(h) And further to carry on the business of manufacturiers and general agents.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of its capital will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows :

Joseph John Westgate, Charles Leander Higgins, both of the city and district of Montreal, manufacturiers ; Benjamin Workman Higgins, merchant ; and Hiram Eslie Higgins, clerk, both of Saint Paul, in the district of Montreal, and Robert Lucas, book-keeper, of the town of Lachine, in the said district of Montreal ; all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

HUTCHINSON & OUGHTRED,
 Solicitors for applicants.

Montreal, 28th March, 1898.

1484

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation in virtue of the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act.

1. The name of the company will be "The Montreal Boot & Shoe Manufacturing Company, Limited."

2. The object for which incorporation is sought

dée est de faire les affaires de manufacture, vente et commerce de toutes sortes de chaussures et ce qui s'y rapporte, tels que cuir, vernis, etc.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la compagnie sera de cinquante mille dollars (\$50,000).

5° Le nombre d'actions du dit fonds social sera de mille, chaque action ayant une valeur réelle de cinquante dollars.

6° Les requérants sont : Jacques Deslauriers, marchand ; Joseph O. L'abbé, comptable ; André P. Cimon, cordonnier ; Denis McLyn, commis-voyageur ; George A. Archambault, comptable ; Frs.-X. Galibois, agent d'assurance ; Téléphore Beaupré, cordonnier ; tous des cité et district de Montréal et sujets de Sa Majesté, les dits requérants seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

GERMAIN BEAULIEU,
Procureur des requérants.

1553

Avis public est, par les présentes, donné que sous un mois après la dernière publication des présentes dans la *Gazette officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront au Lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation en vertu de l'acte des compagnies à fonds social, sous le nom et aux fins ci-après relatés :

1° Le nom de la compagnie sera "The Duplessis Peggung and Sewing machine Company" ;

2° Cette compagnie sera formée pour l'achat et la vente de tous brevets d'invention pour des machines à cheville les chaussures et à coudre les chaussures et autres machines, et pour l'achat, l'exploitation, la fabrication et la vente de toutes telles machines ;

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Saint-Hyacinthe, province de Québec ;

4° Le fonds social de la compagnie sera de cinquante mille dollars ;

5° Ce fonds social sera divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune ;

6° Les noms, adresses et profession de chaque requérant sont : Elouild Duplessis, machiniste ; Emile Arthur Marchildon, agent de commerce ; Amable Tousignant, bourgeois ; Mathilda Massé, épouse contractuellement séparée quant aux biens de François Tousignant, voiturier, tous de la cité de Saint-Hyacinthe, et Charles Godfroi de Tonnancour, agent de commerces des cité et district de Montréal.

Les dits Elouild Duplessis, Emile Arthur Marchildon et Charles Godfroi de Tonnancour seront les premiers directeurs de cette compagnie.

JOS. C. DESAUTELES, notaire,
Procureur des requérants.

Saint-Hyacinthe, 29 mars 1898.

1513

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom social de la compagnie sera "The Montreal Hotel and Navigation Company," en commandite.

2° Les buts de la compagnie sont comme suit :

(a) D'acheter, louer ou acquérir autrement, conduire, contrôler et mettre en opération des terrains athlétiques, hôtels, salles de rafraichissement et parcs, de les louer, vendre ou en disposer.

(b) De construire, acquérir, posséder, mettre en

is to carry on business of manufacturing, selling and dealing in all kinds of boots and shoes and everything regarding that line, such as leathers, findings, dressings, &c.

3. The chief place of business of said company will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is fifty thousand dollars (\$50,000).

5. The number of shares into which the said capital stock is to be divided is one thousand of a par value of fifty dollars (\$50.00) each.

6. The petitioners are : Jacques Deslauriers, marchand ; Joseph O. L'abbé, accountant ; André P. Cimon, shoemaker ; Denis McLyn, traveller ; George A. Archambault, accountant ; Frs.-X. Galibois, assurance agent ; Téléphore Beaupré, shoemaker, all of the city and district of Montreal ; all of whom are british subjects and all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

GERMAIN BEAULIEU,
Solicitor for applicants.

1554

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to the Lieutenant governor in council to obtain letters patent of incorporation in virtue of the Joint Stock Companies Act, under the name and for the purposes hereinafter set forth.

1. The name of the company will be "The Duplessis Peggung and Sewing Company."

2. This company will be formed for the purchase and sale of any patents for machines, for pegging boots and for sewing boots, and other machines, and for purchasing, working, fabricating and selling any such machines.

3. The company's principal place of business will be in the city of Saint-Hyacinth, province of Québec.

4. The capital stock of the company will be fifty thousand dollars.

5. This stock will be divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

6. The names, addresses and calling of each of the petitioners are : Elouild Duplessis, machinist ; Emile Arthur Marchildon, commercial agent ; Amable Tousignant, gentleman ; Mathilda Massé, wife separated as to property by marriage contract of François Tousignant, carriage maker, all of the city of Saint Hyacinth and Charles Godfroi de Tonnancour, commercial agent, of the city and district of Montreal.

The said Elouild Duplessis, Emile Arthur Marchildon and Charles Godfroi de Tonnancour will be the first directors of this company.

JOS. C. DESAUTELES, notary,
Attorney of petitioners.

Saint Hyacinth, 29th March, 1898.

1514

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for the granting of a charter by letters patent, under the Joint Stock Companies Incorporation Act and amendments, constituting the petitioners and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The Montreal Hotel and Navigation Company," (limited).

2. The purposes of the company are as follows :
(a) To purchase, lease or otherwise acquire, manage, control and operate athletic grounds, hotels, refreshment rooms and parks, and to lease, sell or dispose of the same.

(b) To construct, acquire, own, operate, charter

opération, fréter ou louer des bateaux traversiers, barges à vapeur, bateaux à vapeur, bâtiments, embarcations de toute sorte, et de les naviguer, conduire, contrôler, louer ou fréter et de transporter sur iceux des effets, articles, marchandises, chargement, cargaisons de toute sorte, tels que passagers, malles et autres objets de trafic dans les limites de la province de Québec.

(c) D'acheter ou acquérir autrement de toute personne ou corporation tout ce qui peut concerner le but poursuivi par la compagnie, toutes terres, propriétés, privilèges, droits, contrats et dettes lui appartenant.

(d) De louer, vendre ou disposer, en tout ou en partie, les droits, privilèges, propriétés et intérêts de la compagnie à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos, de s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs, et d'acquérir des actions, débetures et garanties d'autres compagnies semblables.

(e) D'émettre en faveur de toute personne des actions payées et non-imposables dans le fonds social de la compagnie, soient souscrites ou non, en paiement ou en échange ou en considération d'un transport à la compagnie de tous biens meubles ou immeubles, ou de toutes réclamations ou intérêts ou en paiement pour les services ou intérêts de tout directeur ou employé de la compagnie.

(f) D'emprunter de l'argent en Canada ou ailleurs pour les objets de la compagnie à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos et d'hypothéquer comme garantie toutes les propriétés de la compagnie ou une partie d'icelles.

(g) La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

(h) Le montant proposé du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres.

(i) Le montant d'actions sera de deux cent cinquante, chaque action sera de cent piastres.

(j) Les noms, résidences et professions des requérants sont : Charles H. Catelli, de la cité de Montréal, manufacturier ; W. Dale Harris, ingénieur civil, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario ; William Lovitt Hogg, de la cité de Montréal, gérant ; Hormisdas Laporte, de la cité de Montréal, marchand en gros ; John P. Mullarkey, de la cité de Montréal, arpenteur et ingénieur.

Montréal, 22 mars 1898.

1429-2

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, aura lieu au bureau principal de la dite compagnie, No 8, Côte de la Place d'Armes, en la cité de Montréal, le 12e jour d'avril prochain 1898, à trois heures de l'après-midi, dans le but de prendre en considération, et, si il est jugé à propos, de sanctionner, approuver et ratifier un acte de transport de cette section de son chemin de fer entre un point dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, et le lot numéro deux cent trente-cinq (No 235), dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles jusqu'à la compagnie de chemin de fer de ceinture de l'Île de Montréal, daté le 10e jour de mars courant 1898, et d'autoriser la vente, échange ou abandon par les directeurs de certains bons maintenant en leur possession et pour d'autres fins.

J. P. MULLARKEY,

Secrétaire.

Montréal, 23 mars 1898.

1431-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions des statuts révisés de la province de Québec, spécialement de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie

or lease ferries, steam barges, steamboats, vessels and crafts of any description, and to navigate, manage, control, lease or charter same, and to convey and carry thereon goods, wares, merchandise, freight, cargoes of all descriptions, as well as passengers, mails and other traffic within the limits of the province of Quebec.

(c) To purchase or otherwise acquire from any individual or corporation any business within the objects of the company as above set forth, any lands, property, privileges, rights, contracts and liabilities appertaining to the same.

(d) To lease, sell or dispose, in part or whole, the rights, privileges, properties or interests of the company, upon such terms and conditions as the company deems expedient, and to amalgamate with any other company having similar powers, and to acquire shares, debentures and securities of other similar companies.

(e) To issue to any person paid up and unassessable shares in the capital stock of the company, whether subscribed for or not in payment or in exchange for or in consideration of a transfer to the company of any real or personal property, or any claims or interests or in payment for the services or interest of any director or employee of the company.

(f) To borrow money in Canada or elsewhere for the purposes of the company upon such terms and conditions as the company deems expedient, and to hypothecate any or all of the properties of the company as security therefor.

(g) The chief place of business of the company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

(h) The proposed amount of capital stock is twenty-five thousand dollars.

(i) The number of shares to be two hundred and fifty, each share to be of the value of one hundred dollars.

(j) The names, residences and occupation of the petitioners are : Charles H. Catelli, of the city of Montreal, manufacturer ; W. Dale Harris, civil engineer, of the city of Ottawa, province of Ontario ; William Lovitt Hogg, of the city of Montreal, manager ; Hormisdas Laporte, of the city of Montreal, wholesale merchant ; John P. Mullarkey, of the city of Montreal, surveyor and engineer.

Montreal, 22nd March, 1898.

1430

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the Châteauguay and Northern Railway Company, will be held at the head Office of the Company No. 8, Place d'Armes Hill, in the city of Montreal, on the 12th day of April next, 1898, at three o'clock in the afternoon, for the purpose of considering, and, if thought advisable, sanctioning, approving of and ratifying the deed of transfer of that section of its railway, between a point in Hochelaga ward, in the city of Montreal, and lot number two hundred and thirty-five (No. 235), in the parish of Pointe aux Trembles to the Montreal Island Belt Line Railway Company, dated the 10th day of March instant, 1898, and to authorize the sale, exchange or surrender by the directors of certain bonds now held by them and for other purposes.

J. P. MULLARKEY,

Secretary.

Montreal, 23rd March, 1898.

1432

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-governor of the province for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the revised statutes of the province of Quebec, specially "The Joint Stock Companies' incorporation act," constituting the applicants and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under

projetée, en corporation et corps politique sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom incorporé de la compagnie proposée sera "The Montreal Grain Elevating Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de faire, dans le Havre de Montréal, et ailleurs, dans la province de Québec, les affaires de transporter, décharger, charger et mettre dans les élévateurs, le grain et autres effets par des machines mues par la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir moteur quelconque ; de construire et acquérir des élévateurs, barges et autres vaisseaux nécessaires aux dites affaires, mus par la vapeur ou autre pouvoir moteur ; avec aussi le pouvoir d'acquérir, louer ou autrement les affaires d'aucune compagnie existante ou aucun : compagnie qui pourra se former dans l'avenir pour les mêmes buts et objet ou de s'amalgamer avec elles.

3° L'endroit choisi dans la province de Québec comme principale place d'affaires de la dite compagnie est la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie est de \$300,000.

5° Le nombre d'actions sera de 3,000 et le montant de chaque action sera de \$100.

6° Les noms au long et résidences des dits requérants sont comme suit : Andrew Allan, Hugh McLennan, Thomas A. Crane, Alexander Paterson, A. exander MacDougall, marchands, tous des cité et district de Montréal, dans la dite province, qui seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 24 février 1898.

895-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par la requérante ci-dessous mentionnée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant en corporation et corps politique, sous le nom et pour les fins ci-après, savoir :

1° Le nom de la dite compagnie sera "La Compagnie d'Aqueduc de Richmond."

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : d'acquérir du propriétaire actuel d'icelui, l'aqueduc actuellement existant dans la ville de Richmond, dans le district de Saint François, avec tous les droits, réclamations et privilèges accessoires qu'a aujourd'hui ce propriétaire ; d'exploiter cet aqueduc, et de fournir l'eau, pour usage domestique ou autre, aux habitants et contribuables de la dite ville de Richmond, et des municipalités contigues dans le comté de Richmond, (quand les conseils de ces municipalités auront concédé des droits et pouvoirs à cet effet) ; d'acquérir, vendre et louer des immeubles dans la dite ville de Richmond, et dans les municipalités environnantes, dans le but d'étendre, de changer et d'améliorer l'aqueduc actuellement existant ; de construire pour l'exploitation des pouvoirs d'eau devant fournir la force motrice pour la lumière électrique et autres fins ; d'emprunter de l'argent, et de le garantir par hypothèque, débetures ou autrement ; d'exercer en autant qu'il conviendra et faire se pourra tous les pouvoirs accordés par les articles 4855 à 4891 inclusivement des statuts refondus de la province de Québec, aux compagnies d'aqueduc et de lumière électrique formées en vertu des dispositions contenues dans la section sixième du chapitre troisième du titre onzième des dits statuts refondus et dans les lois l'amendant ; et généralement d'exercer tous les pouvoirs requis pour exploiter avantageusement un aqueduc et fournir la lumière électrique dans la dite ville de Richmond, et dans ses environs.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera, en la dite ville de Richmond ;

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille dollars ;

5° Le nombre des parts sera de mille ; le montant de chaque part sera de cent dollars ;

2

the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is "The Montreal Grain Elevating Company."

2. The objects for which incorporation is sought are for the purpose of carrying on, in the Harbour of Montreal, and elsewhere, in the province of Quebec, the business of moving, discharging, loading and elevating grain and other effects by machinery driven by steam, electricity or other motive power whatsoever ; the construction and acquisition of elevators, barges and other vessels necessary for the purposes of said business and propelled by steam or other motive power ; with power also to acquire by purchase, lease or other agreement the business of or to amalgamate with any existing company, or any company which may hereafter be formed for like purposes or objects.

3. The place within the province of Quebec, selected as the chief place of business of the said company, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock of said company is \$300,000.

5. The number of shares of said stock is to be 3,000 and the amount of shares \$100 each

6. The names in full and the addresses of each of the said applicants, are as follows : Andrew Allan, Hugh McLennan, Thomas A. Crane, Alexander Paterson, Alexander MacDougall, all of the city and district of Montreal, in said province, merchants, who are to be the first or provisional directors of said company.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 24th February, 1898.

896

Notice is hereby given that an application will be made by the petitioners hereinafter mentioned, to His Honor the lieutenant-governor in council, for the granting of a charter by letters patent, under the joint stock companies incorporation act, constituting them a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company will be "La Compagnie d'Aqueduc de Richmond."

2. The purposes for which its incorporation is required are: to acquire from the actual owner thereof the aqueduct actually existing in the town of Richmond, in the district of Saint Francis, with all the right, title, interest and accessory privileges which he has now ; to work the said aqueduct, and to furnish water, for domestic and other purposes, to the inhabitants and ratepayers of the said town of Richmond, and of the municipalities contiguous in the county of Richmond, (when the councils of these municipalities shall have conceded rights and powers to that effect) ; to acquire, sell and lease immovable properties in the said town of Richmond, and in the surrounding municipalities for the purpose of extending, changing and improving the aqueduct actually existing ; to build for utilizing the water powers to supply the motive force for electric light and other purposes ; to borrow money and guarantee it by hypothec, debentures or otherwise ; to exercise, in so far as may be suitable and possible, all the powers granted by articles 4855 to 4891, inclusively of the revised statutes of the province of Quebec, to companies furnishing water and electric light formed in virtue of the provisions contained in the sixth section of chapter third of the eleventh title of the said revised statutes and the acts amending it ; and to exercise generally all the powers required to work an aqueduct advantageously and to furnish electric light in the said town of Richmond and in its environs.

3. The principal place of business of the said company will be in the said town of Richmond.

4. The amount of the capital stock of the said Company will be one hundred thousand dollars.

5. The number of shares will be one thousand ; the amount of each share will be one hundred dollars.

6° Les noms, profession, résidence des requérants sont comme suit : Pierre Alexandre Larivière, et John Matthew Nunna, tous deux gentilhommes du village de Melbourne, dans le district de Saint-François ; Dame Geneviève Thivierge, veuve de feu Pierre Larivière, et Eulalie Larivière, fille majeure et usant de ses droits, toutes deux aussi du village de Melbourne, dans le district de Saint-François ; et Henry Fitz William Bellew, gentilhomme, des cité et district de Montréal, lesquelles personnes seront les premiers directeurs de la dite compagnie ;

7° Les requérants ci-dessus mentionnés sous tous sujets britanniques.

DORAIS & DORAIS,
Procureurs des requérants.
Richmond, le 23 mars 1889. 1435-2

6. The names, calling and residences of the petitioners are as follows : Pierre Alexandre P. Larivière and John Matthew Nunna, both gentlemen, of the village of Melbourne, in the district of Saint Francis ; Dame Geneviève Thivierge, widow of the late Pierre Larivière, and Eulalie Larivière, spinster, in the enjoyment of her rights, both also of the village of Melbourne, in the district of Saint Francis ; and Henry Fitz William Bellew, gentlemen, of the city and district of Montreal, which said parties will be the first directors of the said company.

7. The above named petitioners are all British subjects.

DORAIS & DORAIS,
Attorneys for Petitioners.
Richmond, 23rd March, 1898. 1436

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Napoléon Valade, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur le produit des biens-meubles, et sera sujet à contestation jusqu'au 19 avril 1898, après laquelle date les collocations seront payables à notre bureau.

AMÉDEE LAMARCHE,
MICHEL BENOIT,
Curateurs-conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 2 avril 1898. 1505

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de C. Apolinaire Coderre, hôtelier, Saint-Hyacinthe, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 28ième jour de mars 1898, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans notre bureau sous un mois.

THOS. GAUTHIER,
G. H. HENSHAW, JR.,
Curateurs conjoints.

Bureau : No. 145, rue Saint-Jacques.
Montréal, 29 mars 1898. 1523

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Rimouski. }

Avis est par le présent donné que G. L. Pelletier & Cie, marchands, de Matane, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 29 mars 1898, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Rimouski, conformément à la loi.

PARADIS & JOBIN,
Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 31 mars 1898. 1531

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Camille Heneault, Saint-Barthélemi, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de distribution sur le produit des biens-meubles a été préparé et sera sujet à contestation jusqu'au 20 avril prochain, après laquelle date les collocations seront payables à notre bureau.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs-conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 1er avril 1898. 1549

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Napoléon Valade, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels, and will be open to objection until the 19th of April, 1898, after which date the dividends will be payable at our office.

AMÉDEE LAMARCHE,
MICHEL BENOIT,
Joint curators.

1709 Notre Dame street.
Montreal, 2nd April, 1898. 1506

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
In re C. Apolinaire Coderre, hotel-keeper, Saint Hyacinth, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 28th day of March, 1898, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

THEO. GAUTHIER,
G. H. HENSHAW, JR.,
Joint curators.

Office : 145 Saint James street.
Montreal, 29th March, 1898. 1524

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Rimouski. }

Notice is hereby given that G. L. Pelletier & Cie, merchants, of Matane, have, on the 29th of March, 1898, made a judicial assignment of their properties for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

PARADIS & JOBIN,
Public accountants.

Office : 44, Dalhousie street,
Rich lieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 31st March, 1898. 1532

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
In the matter of Camille Heneault, Saint Barthélemi, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels, open to objection until the 20th of April next, after which date the dividends will be payable at our office.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

1709, Notre-Dame street, Montreal.
Montreal, 1st April, 1898. 1550

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re J. E. Parant, mercier, Montréal,
 Insolvable ;

et
 Gagnon & Caron, Curateurs.
 Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette cause et sera sujet à objection jusqu'à jeudi, 21 avril 1898, après laquelle date le dividende sera payable à nos bureaux, 41, bâtisse des tramways, Montréal.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,

Montréal, 2 avril 1898. 1537
 Curateurs conjoints.

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*
 No. 85.
 Clément Lafleur, manufacturier, de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal.
 Demandeur ;

vs.
 Henri Poirier, du village de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, commerçant, y faisant affaires sous la raison sociale J. B. Poirier & Cie., Insolvable.

Avis est par le présent donné que l'insolvable en cette affaire a, ce jour, au bureau des soussignés, à Sainte-Scholastique, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Daté à Sainte-Scholastique, ce vingt-cinq mars 1898.

DE MONTIGNY & GRIGNON,
 Protonotaire de la dite cour.
 1535

Province de Québec, }
 District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
 Avis est par le présent donné que Walter C. Ross, jr., de Hopetown, marchand, a, ce jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Gaspé, à New Carlisle.

GEO. LEFAIVRE,
 Gardien provisoire.

Lefaivre & Taschereau, Québec.
 Québec, 29 mars 1898. 1557

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Avis est par le présent donné que Allen F. Longfellow, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, entrepreneur, a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, dans la cité de Sherbrooke ; et que Sydney Lorenzo Clough, du village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, commerçant, a été nommé gardien provisoire.

CATE, WELLS & WHITE,
 Procureurs du gardien provisoire.

Sherbrooke, 29 mars 1898. 1555

Vente d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

Canada, }
 Province de Québec, }
 District de Québec. }
 No. 439.
In re L'honorable C. A. P. R. Landry,
 Demandeur ;

vs.
 Helen Madden *et vir.*, Défendeurs ;

et
 John Denny, Insolvable.
 Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement obtenu le 26 de mars 1898, devant Son

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re J. E. Parant, haberdasher, Montreal,
 Insolvent ;

and
 Gagnon & Caron, Joint curators.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection till Thursday, the 21st April, 1898, after which date it will be payable at our offices, 41, street Railway Building, Montreal.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,

Montreal, 2nd April, 1898. 1538
 Joint curators.

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 85.
 Clément Lafleur, of the city of Saint Henri, in the district of Montreal, manufacturer,
 Plaintiff ;

vs.
 Henri Poirier, of the village of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, trader, thereon carrying business under the firm of "J. B. Poirier & Cie." Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, at the office of the undersigned, at Sainte Scholastique, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors.

Dated at Sainte Scholastique, this twenty-fifth of March, 1898.

DE MONTIGNY & GRIGNON,
 Prothonotary for said superior court.
 1536

Province of Quebec, }
 District of Gaspé. } *Superior Court.*
 Notice is hereby given that Walter C. Ross, jr., of Hopetown, merchant, has, this day, made an assignment of his assets for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the superior court of the district of Gaspé, at New-Carlisle.

GEO. LEFAIVRE,
 Provisional guardian.

Lefaivre & Taschereau, Quebec.
 Quebec, 29th March, 1898. 1558

Province of Quebec, }
 District of St. Francis. } *Superior Court.*
 Public notice is hereby given that Allen F. Longfellow, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, contractor, has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Francis, in the city of Sherbrooke ; and that Sidney Lorenzo Clough, of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, trader, has been appointed provisional guardian.

CATE, WELLS & WHITE,
 Attorneys for provisional guardian.

Sherbrooke, 29th March, 1898. 1556

Sales of Real Estates under Insolvent Acts.

Canada, }
 Province of Quebec, }
 District of Québec. }
 No. 439.
In re the Honorable C. A. P. R. Landry,
 Plaintiff ;

vs.
 Helen Madden *et vir.*, Defendants ;

and
 John Denny, Insolvent.
 Notice is hereby given that in virtue of a judgment obtained before his honor judge Caron, accord-

Honneur le juge Caron, les immeubles suivants cédés par le dit John Denny, savoir : deux emplacements situés en la paroisse Saint-Roch de Québec, au lieu appelé Stadacona, étant les lots cent quatre-vingt-cinq (185) et cent quatre-vingt-six (186), du cadastre officiel du village Stadacona, paroisse Saint-Roch-Nord, seront vendus à la porte de l'église du village Stadacona, MARDI, le TROISIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin, au plus haut et dernier enchérisseur et au bénéfice de la dite faillite, suivant la loi ; cette vente à charge d'une rente foncière annuelle de \$6.00 par lot, payable à Andrew Thompson, éer., ou ayants-cause, le premier mai de chaque année, c'est-à-dire \$12.00 au capital de \$200 00, à 6 par cent.

A. GABOURY,
Curateur.
1563

Québec, 2 avril 1898.

AVIS DE FAILLITE.

VENTE DE PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.

In re Wm. A. Stuart, boulanger, Montréal, Failli.

Les soussignés vendront à l'encan public à leur salle d'encan, No 69, rue Saint-Jacques, Montréal MERCREDI, le 13 AVRIL 1898, à 11 heures A. M., l'immeuble suivant :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité et paroisse de Montréal, autrefois du village de la Côte Saint-Louis, faisant front sur la rue Rivard de la dite ville, numéros du cadastre 600 et 602, connu et désigné sous la subdivision numéros 154, 155, 156, 157, 158 et 159 du lot officiel numéro 162, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses sus-érigées, ainsi que le droit de passage dans la ruelle en arrière ; le tout couvrant une étendue de 11250 pieds de superficie, plus ou moins.

Conditions de vente : Argent comptant.
Pour plus amples informations et examen du cahier des charges, s'adresser aux curateurs

GAGNON & CARON,

41, bâtisses des tramways, Montréal.
MARCOTTE FRÈRES,
Encanteurs. 1433-2

Règles de Cour

Canada.
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure
District de Saint-François. }
No 851.

Devant l'honorable William White, J. C. S.
Le vingt-sixième jour de mars 1898.
William B. Ives, de la cité de Sherbrooke, avocat,
et Rufus H. Pope, de la ville de Cookshire, cultivateur,
tous deux du district de Saint-François, faisant affaires ensemble à Cookshire susdit et ailleurs, sous les nom et raison de "The Cookshire Mill Company," Demandeurs ;

vs.

David Hawthorn, ci-devant de Saint-Stephen, dans la province du Nouveau-Brunswick, mais maintenant de la ville de Cookshire, Défendeur.

Sur requête des demandeurs, nous nommons le demandeur William B. Ives, gardien des biens du défendeur, et nous l'autorisons à donner avis de sa nomination, et ordonnons qu'une assemblée des créanciers du dit défendeur soit convoquée pour le septième jour d'avril prochain, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, à dix heures de l'avant-midi.

(Signé), WILLIAM WHITE,
J. C. S.

BROWN & MACDONALD,
Procureurs des demandeurs. 1431

ing to law, the following lots of ground and immovables forming part of the judicial abandonment made by said John Denny, to wit: two lots of ground situate in the parish of Saint Roch de Québec, at the place called Stadacona, being lots numbers one hundred and eighty-five (185) and one hundred and eighty-six (186) of the official cadastre of the village of Stadacona, in the parish of North Saint Roch, will be sold at the church door of Stadacona village, on TUESDAY, the THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the morning, to the highest bidder, and for the benefit of the estate, according to law ; such sale to be made à charge of an annual and constituted rent of \$6.00 for each lot, payable on the first of May, each year, to Andrew Thomson Esq., or ayants cause, that is \$12 00 on a capital of \$200.00, at 6 per cent.

A. GABOURY,
Curator.
1564

Quebec, 2nd April, 1898.

INSOLVENT NOTICE.

SALE OF IMMOVABLE PROPERTY.

In re Wm. A. Stuart, baker, Montreal, Insolvent.

The undersigned will sell by public auction, at their sales rooms, 69, Saint James street, Montreal, WEDNESDAY, the 13th APRIL, 1898, at 11 o'clock A. M., the following immovable :

A certain lot or piece of ground situate in Saint Denis ward, of the city and parish of Montreal, formerly of the village of Côte Saint Louis, fronting on Rivard street of said town, civic numbers 600 and 602, and known and designated under the subdivision numbers 154, 155, 156, 157, 158 and 159 of the official lot number 162, of the official plan and in the book of reference for the village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected, and with the right of using the lane in rear ; the whole subdivision lots covering an area of 11250 superficial feet, more or less.

Terms of sale : Cash.
For further informations and inspection of specifications (cahier des charges) apply to

GAGNON & CARON,

41, Montreal street Railway Building.
MARCOTTE BROS,
Auctioneers. 1434

Rules of Court

Canada.
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Saint Francis. }
No. 851.

Before the honorable William White, J. S. C.
The twenty-sixth day of March, 1898.
William B. Ives, of the city of Sherbrooke, advocate,
and Rufus H. Pope, of the town of Cookshire, farmer,
both in the district of Saint Francis, and doing business together at Cookshire aforesaid and elsewhere, under the firm name of the "Cookshire Mill Company," Plaintiffs ;

vs.

David Hawthorn, heretofore of Saint Stephen, in the province of New Brunswick, but lately residing at the said town of Cookshire, Defendant.

Upon the petition of the plaintiffs, we hereby appoint the plaintiff, William B. Ives, guardian to the estate of the defendant, and authorize him to give notice of his appointment, and to order that a meeting of the creditors of the said defendant be called for the seventh day of April next, at the court house, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, at ten of the clock in the forenoon.

(Signed), WILLIAM WHITE,
J. S. C.

BROWN & MACDONALD,
Attorneys for plaintiffs. 1 82

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
 District de Montréal. } *pour le Bas-Canada.*
 No 280.

Le dix-neuvième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Raymond Auzias Turenne et Louis de Gaspé Beau-bien, tous deux de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, commerçants, et faisant affaires ensemble comme tels dans la ville de Saint-Louis, dit district, sous les nom et raison sociale de "La Cie Canadienne d'Approvisionnements,"
 Demandeurs ;

vs.

Adam P. Bald, de la cité et du district de Montréal, commerçant,
 Défendeur ;

et

John Napier Fulton, de la ville de Summerlea dit district de Montréal, comptable, Tiers-saisi ;

et

Les Demandeurs, Contestants.

Sur ordre de l'honorable Michel Mathieu, juge de cette cour, donné le susdit dix-neuvième jour de mars courant, les créanciers du dit Adam P. Bald, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

WILL. BRUCE,
 Dép. P. C. S.

1369-2

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District d'Iberville. }

Louis Bourdeau, journalier, de Lake Linden, dans les Etats-Unis d'Amérique, Demandeur ;

vs.

Alexis Chéri Bourdeau, de la paroisse de Saint-Michel Archange, district d'Iberville,
 Défendeur ;

et

Dame Alphonsine Perrier, de la dite paroisse de Saint-Michel Archange, dans le dit district d'Iberville, veuve de feu Zacharie Bourdeau, en son vivant cultivateur, de Saint-Michel Archange, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Zacharie Bourdeau et Isaïe Fortin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, Opposants.

Les créanciers et parties intéressées dans la distribution de la somme de trois cent dix-sept piastres et quatre-vingt-huit centins, prélevée par Charles Arpin, écrivain, shérif de ce district, et déposée par ce dernier entre les mains du protonotaire de cette cour, attendu la production d'une opposition au marc-la-livre, alléguant la déconfiture du défendeur en cette cause, provenant de la vente par le dit shérif des biens meubles appartenant au défendeur en cette cause, sont par les présentes notifiés de produire leurs réclamations au bureau du protonotaire de cette cour, sous quinze jours à compter de la date de la première insertion du présent avis, sous peine de forclusion.

Par ordre de la cour.

DORÉ & MARCHAND,
 Protonotaire C. S.

Saint-Jean, 15 mars 1898.

1365-2

Province of Quebec, } *Superior Court*
 District of Montreal. } *for the Lower Canada.*
 No. 280.

The nineteenth day of March, one thousand eight hundred and ninety-eight.

Raymond Auzias Turenne and Louis de Gaspé Beau-bien, both of the town of Outremont, in the district of Montreal, merchants, doing business together as such in the town of Saint Louis, said district, under the name, firm and style of "La Cie Canadienne d'Approvisionnements,"

Plaintiffs ;

vs.

Adam P. Bald, of the city and district of Montreal, merchant,
 Defendant ;

and

John Napier Fulton, of the town of Summerlea, said district of Montreal, accountant, Tiers-saisi ;

and

The Plaintiffs, Contestants.

Under the order of the Hon. Michel Mathieu, judge of this court, given on the nineteenth day of March aforesaid, the creditors of the said Adam P. Bald, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

WILL. BRUCE,
 Dep. P. S. C.

1370

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Iberville. }

Louis Bourdeau, laborer, of Lake Linden, in the United States of America, Plaintiff ;

vs.

Alexis Chéri Bourdeau, of the parish of Saint-Michel Archange, district of Iberville,
 Defendant ;

and

Dame Alphonsine Perrier, of the said parish of Saint-Michel Archange, in the said district of Iberville, widow of the late Zacharie Bourdeau, in his lifetime farmer, of Saint-Michel Archange, as well in her own name as in her quality of tutrix to the minor children issue of her marriage with the said Zacharie Bourdeau and Isaïe Fortin, farmer, of the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, Opposants.

The creditors and parties interested in the distribution of the sum of three hundred and seventeen dollars and eighty-eight cents, levied by Charles Arpin, esq., sheriff of this district, and by this latter deposited in the hands of the prothonotary of this court, seeing the filing of an opposition for payment *au marc la livre*, alleging the insolvency of the defendant in this cause, accruing from the sale by the said sheriff of the movable effects belonging to the defendant in this cause, are hereby notified to file their claims in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, under pain of forclusion.

By order of the court.

DORÉ & MARCHAND,
 Prothonotary S. C.

Saint Johns, 15th March, 1898.

1366

Licitation

Province de Québec,
District de Terrebonne. }
No. 177. } Cour Supérieure.

LICITATION.

Avis vous est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le vingt-deuxième jour de janvier 1898, dans une cause dans laquelle Aaron-Gabriel Collins, tonnelier, des cité et district de Montréal, est Demandeur; et Thomas Stepleton, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint-Sauveur, district de Terrebonne, et maintenant absent aux États-Unis d'Amérique, est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles, désignés comme suit, savoir :

1° Deux terres connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur, dans le comté de Terrebonne district de Terrebonne, comme étant les numéros dix-neuf (19) et vingt (20)—avec bâtisses dessus construites.

2° Un terrain à bois étant partie des numéros 3A et 3B (trois A et trois B) des dits plan et livre de renvoi faits pour la dite paroisse de Saint-Sauveur, dans le huitième rang du Canton Abercrombie, dits comté et district de Terrebonne, cette partie étant la partie des dits lots à partir du septième rang à aller jusqu'à un gros pin sec, à peu près à quinze arpents du septième rang sur toute la largeur des dits lots.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIÈME jour d'AVRIL prochain, 1898, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Sainte-Scholastique, à DIX heures de l'avant-midi, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charger ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

JEAN B. B. PRÉVOST.

Procureur du demandeur.
Sainte-Scholastique, 1er mars 1898. 1059-2
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ratification

District de Joliette—Cour Supérieure.

Exparte : Diendoné Giguère, de la ville de Joliette, district de Joliette, cultivateur, Requéran.

Avis est par le présent donné que le requérant a déposé au greffe de la cour supérieure du district de Joliette, aujourd'hui, un acte de vente par Louis Girard, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Elisabeth, district de Joliette, au requérant le dit Diendoné Giguère, passé devant Maître D. Désormier, notaire, à Joliette, le 1er mars 1898, des immeubles suivants, savoir : 1° Une terre située en la dite paroisse de Sainte-Elisabeth, connue et désignée sous le numéro deux cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette dite paroisse, contenant un arpent et demi de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et bâtie de maison, grange et autres dépendances; et

Licitation

Province of Quebec,
District of Terrebonne. }
No. 177. } Superior Court.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, dated the twenty-second day of January, 1898, in a cause wherein Aaron Gabriel Collins, of the city and the district of Montreal, cooper, was Plaintiff; and Thomas Stepleton, formerly of the parish of Saint Sauveur, district of Terrebonne, and now absent in the United States of America, is Defendant, ordering the said judgment, the licitation of certain immovable properties designated as follows, that is to say.

1. Two lots of land known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Saint Sauveur, in the county of Terrebonne, district of Terrebonne, as being numbers nineteen (19) and twenty (20)—with buildings thereon erected.

2. A wooded land being a part and portion of numbers 3A and 3B (three A and three B) of the said plan and reference book of the said parish of Saint Sauveur, in the eighth range of township of Abercrombie, said county and district of Terrebonne, this part and portion being the part and portion of the said lots starting from the seventh range to a big dry pine-tree, at a distance of about fifteen arpents from the seventh range by the whole width of said lots.

The immovables above described shall be put up for sale and adjudged to the highest and last bidder on the SIXTEENTH day of APRIL next, 1898, sitting the court, in the court house, at Sainte Scholastique, at TEN of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the cahier des charges, deposited with the protonotary of said court; and that all oppositions afin d'annuler, afin de charger ou afin de distraire to be made to said licitation, shall have to be deposited in the office of the protonotary of said court at least twelve days before that fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that opposition afin de conserver shall have to be deposited within the six days following the adjudication, and in default by the parties to deposit the said oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

JEAN B. B. PRÉVOST,

Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 1st March, 1898. 1060
[First published, 12th March, 1898.]

Ratification

District of Joliette.—Superior Court.

Exparte : Diendoné Giguère, of the town of Joliette, district of Joliette, farmer, petitioner.

Notice is hereby given that the petitioner has deposited, this day, in the office of the superior court, in the district of Joliette, a deed of sale by Louis Girard, of the parish of Sainte Elizabeth, district of Joliette, farmer, to the said petitioner Diendoné Giguère, passed before D. Desormier, notary, at Joliette, on the first of March 1898, of the following immovables, to wit : 1. A farm situate in the said parish of Saint Elizabeth, known and described under number two hundred and fifteen, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, containing one and a half arpent in front by forty arpents in length, more or less, with house, barn and other appurte-

2° Une terre à bois située au même lieu, faisant partie du lot numéro cent soixante et dix, des dits plan et livre de renvoi officiels, contenant deux arpents et un quart de largeur sur sept arpents et deux perches de profondeur, et là prenant six perches et six pieds de largeur sur une profondeur additionnelle de cinq arpents et six perches; et bornée à un bout par Narcisse Gervais, à l'autre bout par le surplus du dit lot No. 170, d'un côté par François Boivin, et d'autre côté partie par Wilfrid Pelland et partie par le surplus du dit lot No. 170; que les dits immeubles ont été possédés pendant les trois dernières années qui ont précédé le présent avis par le dit Louis Girard, et, depuis la date du dit acte, par le requérant; que le deuxième jour de mai prochain, le requérant demandera au tribunal de la cour supérieure siégeant à Joliette, la ratification de son dit titre; et que tous créanciers qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles, sont par le présent requis de produire leurs oppositions dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la dite demande.

McCONVILLE & DUCHARME,

P. C., S.

Joliette, 17 mars 1898.

1367-2

[Première publication, 26 mars 1898.]

nances thereon erected; and 2. A bush land situate at the same place, being part of lot number one hundred and seventy, of the said official plan and book of reference, containing two and a quarter arpents in breadth by seven arpents and two rods in length, and there taking six rods and six feet wide on an additional length of five arpents and six rods; and bounded at one end of Narcisse Gervais, at the other end by the remainder of said lot No. 170, on one side by François Boivin, and on the other side partly by Wilfrid Pelland and partly by the surplus of said lot No. 170; that the said immovables have been possessed during the last three years preceding this notice by the said Louis Girard, and, since the date of the above deed, by the petitioner; that on the second day of May next, the petitioner shall make application to the Superior Court sitting at Joliette, for a judgment of confirmation of his said title; and that all creditors, who claim any privilege or hypothec upon the said immovables, are hereby notified to produce their oppositions in the six days after the day fixed for said application to the said court.

McCONVILLE & DUCHARME,

P. S. C.

Joliette, 17th March, 1898.

1368

[First published, 26th March, 1898.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **DAME AURELIE DU-**
No. 20. } **PONT**, veuve de feu
Alfred Lemay, en sa qualité d'exécutrice testamentaire, Demanderesse; contre **TELESPHORE AUGER**, Défendeur.

La moitié centre du lot de terre numéro dix-huit, du cinquième rang du canton d'Arthabaska, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites, maintenant connue et désignée sous le numéro trois cent neuf (No. 309) et la moitié sud-est du numéro trois cent dix ($\frac{1}{2}$ S. E. du No. 310) du cadastre officiel du village d'Arthabaskaville.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Christophe d'Arthabaska, le **TROISIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Sherif,
Arthabaskaville, 30 mars 1898.

Député Sherif.
1529

[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **LOUIS LAVERGNE**,
No. 140. } écuyer, D. mandeur;
contre **PIERRE HUARD**, Défendeur.

Une terre faisant partie du lot de terre numéro dix-huit du septième rang du canton de Somerset, contenant trois arpents de front environ sur la profondeur du lot—avec maison et autres bâtisses dessus construites, maintenant connue et désignée au cadastre officiel du canton de Somerset sud sous le numéro cent soixante et dix (No. 170.)

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le **SEPTIEME** jour de **MAI** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Sherif,
Arthabaskaville, 30 mars 1898.

Député Sherif.
1525

[Première publication, 2 avril 1898.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **DAME AURELIE DU-**
No. 20. } **PONT**, widow of the late
Alfred Lemay, in her capacity of testamentary executrix, Plaintiff; against **TELESPHORE AUGER**, Defendant.

The centre half of the lot of land number eighteen, in the fifth range of the township of Arthabaska, containing one hundred acres of land in superficies, more or less—with a house, barn and other buildings thereon erected, now known and distinguished under number three hundred and nine (No. 309) and the south east half of number three hundred and ten (S. E. $\frac{1}{2}$ of No. 310) of the official cadastre for the village of Arthabaskaville.

To be sold at the parochial church door of Saint Christophe of Arthabaska, on the **THIRD** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office,

Arthabaskaville, 30th March, 1898.

Deputy Sheriff.

1530

[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **LOUIS LAVERGNE**,
No. 140. } esquire, Plaintiff;
against **PIERRE HUARD**, Defendant.

A farm forming part of lot of land number eighteen in the seventh range of the township of Somerset, containing about three arpents in front by the depth of the lot—with a house and other buildings thereon erected, now known and distinguished on the official cadastre for the township of south Somerset under number one hundred and seventy (No. 170).

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, on the **SEVENTH** day of **MAY** next, at **ONE** o'clock in the afternoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office,

Arthabaskaville, 30th March, 1898.

Deputy sheriff.

1526

[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **LOUIS PHILIPPE**
 No. 54. } **EUGENE CREPEAU**,
 avocat, C. R., et al., Demandeurs ; contre **DAME**
CATHERINE PAULHUS, épouse de Joseph
 Moreault, et al., Défendeurs.

Un emplacement situé dans le village de Saint-Germain de Grantham, de la contenance de soixante-six pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, formant partie du lot numéro huit dans le sixième rang du canton de Grantham, lequel emplacement est maintenant connu et désigné aux livres et plan de renvoi officiels du dit canton de Grantham, sous le numéro six cent dix-neuf (619).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain de Grantham, le DIXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Arthabaskaville, 30 mars 1898. 1527
 [Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **EDWARD CONNELLY**,
 No. 120. } **E** cultivateur, Demandeur ;
 vs **FERDINAND ALIAS FRED LETTERS**, Dé-
 fendeur.

Comme appartenant au demandeur Edward Connelly :

La moitié sud-ouest du lot de terre numéro huit (8), du premier rang du canton de Thetford, contenant environ cent acres de terre en superficie ; bornée en front au chemin de front, en profondeur aux terres du deuxième rang, d'un côté au sud-ouest à James Custeau, et de l'autre côté au nord-est à James Gormley—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Broughton, le CINQUIÈME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Arthabaskaville, 31 mars 1898. 1571
 [Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **JOSEPH BARIL**, De-
 No. 160. } **J** mandeur ; contre **EUGÈNE**
POISSON, es qualité de tuteur aux enfants
 mineurs de feu Alfred Poisson et al., Défendeur.

1° Une terre située dans le canton de Stanfold, maintenant connue au cadastre officiel pour le premier rang de Stanfold, sous les numéros onze A (11 A), douze B (12 B) et douze C (12 C)—avec le petit "camp" bâti sur la terre voisine.

2° Un terrain situé dans le canton de Blandford, et connu au cadastre officiel de Blandford, pour le douzième rang sur le numéro vingt-quatre C (24 C) et vingt-cinq A (25 A)—avec les bâtisses dessus construites.

3° Trois îles dans la rivière Bécancour, appartenant au canton de Blandford, et connues au cadastre pour le douzième rang de Blandford, sous les numéros vingt-cinq C (25 C), vingt-cinq D (25 D) et vingt-cinq E (25 E).

Pour être vendu, l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de Notre-Dame de Lourdes, le NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi ; et les immeubles en deuxième et troisième lieu désignés, à la porte de l'église de Saint-Louis de Blandford, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif
 Arthabaskaville, 10 mars 1898. 1507-2
 [Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **LOUIS PHILIPPE**
 No. 54. } **EUGENE CREPEAU**,
 advocate, Q. C. et al., Plaintiffs ; against **DAME**
CATHERINE PAULHUS, wife of Joseph Mo-
 reault, et al., Defendants.

An emplacement situate in the village of Saint Germain of Grantham, containing sixty six feet in front by one hundred and thirty-two feet in depth, english measurement, forming part of lot number eight in the sixth range of the township of Grantham, which emplacement is now known and distinguished in the official plan and book of reference for the said township of Grantham, under number six hundred and nineteen (619).

To be sold at the parochial church door of Saint Germain de Grantham, on the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
 Arthabaskaville, 30th March, 1898. 1528
 [First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **EDWARD CONNELLY**,
 No. 120. } **E** farmer, Plaintiff ; vs.
FERDINAND ALIAS FRED LETTERS, Defendant.

As belonging to the plaintiff Edward Connelly :

The south west half of the lot of land number eight (8), in the first range of the township of Thetford, containing about one hundred acres of land in superficies ; bounded in front by the front road, in depth by the lands of the second range, on one side on the south west to James Custeau, and on the other side north easterly to James Gormley—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre de Broughton, on the FIFTH day of MAY next, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Arthabaskaville, 31st March, 1898. 1572
 [First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **JOSEPH BARIL**, Plaintiff ;
 No. 160. } **J** against **EUGÈNE POIS-**
SON, es qualité of tutor to the minor children of
 the late Alfred Poisson et al., Defendant.

1. A farm in the township of Stanfold, now known as being numbers eleven A (11 A), twelve B (12 B) and twelve C (12 C), of the official cadastre for the first range of Stanfold—with the small "camp" erected on adjoining land.

2. A piece of land in the township of Blandford, being numbers twenty-four C (24 C) and twenty-five A (25 A), of the official cadastre for the twelfth range of Blandford—with the buildings thereon erected.

3. Three islands in the river Bécancour, belonging to the township of Blandford, and known as being numbers twenty five C (25 C), twenty-five D (25 D), and twenty-five E (25 E).

To be sold, at the church door of the parish of Notre Dame de Lourdes, the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, the immoveable firstly designated ; and at the church door of the parish of Saint Louis de Blandford, the immoveables secondly and thirdly designated, at TWO o'clock in the afternoon, the SAME DAY.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff
 Arthabaskaville, 10th March, 1898. 1208
 [First published, 12th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **ONÉSIME BOULÉ**, De-
District d'Iberville. } mandeur; vs. **EDOUARD**
No. 245. } **MARTIN**, Défendeur.

Un certain terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le township de Hemmingford, dans le district de Beauharnois, comté de Huntingdon, sous les numéros deux A et deux C, sur le second rang des Réserves du Clergé, contenant cent huit acres (108) en superficie plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Romain de Huntingdon, **LUNDI** le **DEUXIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 29 mars 1898. 1507
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **JOHN DUNCAN**,
District de Beauharnois. } Demandeur; contre
No. 361. } **DANIEL McFARLAN**,
Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Chateauguay, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro deux cent six (206)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, **MERCREDI** le **QUATRIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 29 mars 1898. 1509
[Première publication, 2 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Province de Québec, } **JOHN W. ROSS**, des cité
District de Bedford. } et district de Montréal,
No. 261. } comptable, en sa qualité de
seul liquidateur de la Washington Building Trust
Company, compagnie constituée en corporation et
corps politique, ayant sa principale place d'affaires
dans la dite cité de Montréal, demandeur; contre
les terres et tenements de **JEAN-BAPTISTE**
MESNARD, marchand, des cité et district de
Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le village de Philipsburg, dans la paroisse de Saint-Armand, dans le comté de Missisquoi et district de Bedford, connu et désigné sous les numéros neuf (9) et dix (10), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Philipsburg, contenant environ (180) cent quatre-vingt pieds de largeur, sur environ (100) cent pieds de profondeur d'un côté et (94) quatre-vingt-quatorze pieds sur l'autre côté, plus ou moins; borné en front par le chemin public, en arrière par les

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **ONÉSIME BOULÉ**, Plain-
District of Iberville. } tiff; vs. **EDOUARD**
No. 245. } **MARTIN**, Defendant.

A certain lot known and designated on the official plan and book of reference of the township of Hemmingford, in the district of Beauharnois, county of Huntingdon, as numbers two A and two C, on the second range of the Clergy Reserves, containing one hundred and eight (108) acres in area, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Romain de Huntingdon, **MONDAY**, the **SECOND** day of **MAY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 29th March, 1898. 1508
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **JOHN DUNCAN**,
District of Beauharnois. } Plaintiff; against
No. 361. } **DANIEL McFARLAN**,
Defendant.

A land situate in the parish of Le Très Saint Sacrement, in the county of Chateauguay, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Jean Chrysostôme, as number two hundred and six (206)—together with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Le Très Saint Sacrement, on **WEDNESDAY**, the **FOURTH** day of **MAY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 29th March, 1898. 1510
[First published, 2nd April, 1898.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Province of Quebec, } **JOHN W. ROSS**, of the
District of Bedford. } city and district of Mon-
No. 261. } treal, accountant, in his quality
of sole liquidator to the Washington Building
Trust Company, a body politic and corporate, having
its principal place of business in the said city of
Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements
of **JEAN-BAPTISTE MESNARD** merchant, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the village of Philipsburg, in the parish of Saint Armand, in the county of Missisquoi and district of Bedford, known and designated under number nine (9) and ten (10), on the official plan and book of reference of the said village of Philipsburg, containing about (180) one hundred and eighty feet in width by about (100) one hundred feet in depth on one side and ninety-four (94) feet on the other side, more or less; bounded in front by the public highway, in rear by

héritiers Cheeseman, d'un côté par la propriété d'un nommé Brouillard, et de l'autre côté par les représentants de Didace Pepin—avec deux maisons, une grange et une autre bâtisse sus-érigées ; sujet cependant à l'usufruit d'Hercules Menard et Dame Josephine Melançon, son épouse, leur vie durant d'une partie de la susdite propriété, à savoir : la partie nord-est de la dite propriété, contenant (60) soixante pie's de largeur sur (94) quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur ; bornée en front par le chemin public, en arrière par la propriété des héritiers Cheeseman, d'un côté par la propriété d'un nommé Brouillard, et de l'autre côté par le résidu du dit lot—avec la maison sus-érigée.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Missisquoi, dans la ville et district de Bedford, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 5 février 1898. 973-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

the heirs Cheeseman, on one side by the property of one Brouillard and on the other side by the representatives of Didace Pepin—with two houses, one barn and another building thereon erected ; subject however to the usufruct Hercules Menard and Dame Josephine Melançon, his wife, during their lifetime, of a part of above property, to wit : the north east portion of the said property, containing sixty (60) feet in width by ninety-four (94) feet in depth ; bounded in front by the public highway, in rear by the property of the heirs Cheeseman, on one side by the property of one Brouillard, and on the other side by the remainder of said lot—with the house thereon erected.

To be sold at the registry office for the county of Missisquoi, in the town and district of Bedford, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 5th February, 1898. 974
[First published, 5th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

VENTE A LA FOLLE ENCHERE.

Cour Supérieure—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } JOSEPH BAPTISTE BERGERON, de
No. 182. } Ogdensburg, New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, marchand, Demandeur ; contre FRANCOIS GAGNON, de la paroisse de Saint-Prime, Lac Saint-Jean, Défendeur, et Dame Marie Eléonore Alice Dumais, épouse séparée de biens de L. A. Langlais, écuyer, avocat, de Roberval, adjudicataire, et le demandeur requérant.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, savoir : une terre de deux arpents et un quart de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins ; comprenant la demie sud-est du lot No. 6, situé dans le 2e rang du canton Ouïatchouan ; bornée par un bout au chemin de front du dit rang, par l'autre bout au 3e rang, par le côté nord-ouest à Lucien Bélanger, et par le côté sud-est à J. H. Cummings—avec bâtisses dessus construites, sera vendu à la folle enchère de la dite Dame Marie Eléonore Alice Dumais, à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Prime, le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 14 mars 1898. 1283-2
[Première publication, 19 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure de Joliette.

Joliette, à savoir : } FREDERIC FULTON FANNER, Demandeur ;
No. 2885. } contre ZOTIQUE GIRARDIN, Défendeur.

1° Un terrain connu sous le lot numéro dix-sept cent cinquante-quatre (17-154), du cinquième rang du canton de Rawdon, d'après les plan et livre de

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

RESALE FOR FALSE BIDDING.

Superior Court—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } JOSEPH BAPTISTE BERGERON, of Ogdensburg, in the state of New-York, one of the United States of America, merchant, Plaintiff ; against FRANCOIS GAGNON, of the parish of Saint-Prime, Lake Saint-John, Defendant, and Dame Marie Eléonore Alice Dumais, wife separated as to property of L. A. Langlais, esquire, advocate, of Roberval, adjudicataire and the said plaintiff, petitioner.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, to wit : a lot of land of two arpents and a quarter in width by twenty-eight arpents, more or less, in depth ; comprising the south east half of lot No. 6, in the 2nd range of the township of Ouïatchouan ; bounded at one end by the front road of the said range, at the other end by the 3rd range, on the north-east by Lucien Bélanger, and on the south-east by J. H. Cummings—with the buildings thereon erected, shall be resold for false bidding at the costs and charges of the said Dame Marie Eléonore Alice Dumais, at the parochial church door of the parish of Saint-Prime, on the TWELFTH day of the month of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 14th March, 1898. 1284
[First published, 19th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of Joliette.

Joliette, to wit : } FREDERIC FULTON FANNER, Plaintiff ; vs. ZOTIQUE GIRARDIN, Defendant.

1. A lot known as lot number seventeen—one hundred and fifty-four (17-154), of the fifth range of the township of Rawdon, according to the official plan

renvoi officiels du cadastre de partie du susdit canton situé en le village de Rawdon.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Patrice de Rawdon, le TREIZE d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif,
Joliette, 7 mars 1898.

[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Joliette, à savoir : } CORNELIUS GREENWOOD, tuteur dument nommé à l'enfant mineur de feu Robert Crouchaw et de feu Dame Elisabeth Greenwood, de la cité et district de Montréal, Demandeur ; contre WILLIAM DENT, Défendeur.

2° Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin, dans le comté de l'Assomption, district de Joliette, sous le numéro mille huit cent quarante-deux (1842).

1° Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint Calixte de Kilkenny, dans le comté de Montcalm, district de Joliette, sous le numéro dix-neuf A (19 A).

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, savoir : le No 19 A et le lot No 1842, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, le TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 23 mars 1898.

[Première publication, 26 mars 1898.]

and book of reference of the part of the said township situate in the village of Rawdon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 7th March, 1898.

[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Joliette, to wit : } CORNELIUS GREENWOOD, tutor duly appointed to the minor child of Robert Crouchaw and of the late Dame Elizabeth Greenwood, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against WILLIAM DENT, Defendant.

2. A land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Lin, in the county of l'Assomption, district of Joliette, as number one thousand eight hundred and forty-two (1842)

1. A land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, in the county of Montcalm, district of Joliette, as number nineteen A (19 A).

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte de Kilkenny, on the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon, to wit : No. 19 A and lot No. 1842, at the church door of the parish of Saint Lin, on the THIR D day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 23th March, 1898.

[First published, 26th March, 1898.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Kamouraska, à savoir : } DAME MALVINA CARON, ès-qualité, Demanderesse ; contre DAME GEORGIANA LANDRY, ès-qualité, Défenderesse, c'est à savoir :

Un emplacement situé en le premier rang de la paroisse de Saint-André, de la contenance de trois-quarts d'arpent de front sur deux arpents et demi de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro cent soixante et douze (No. 172)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André, MERCREDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif,
Fraserville, 9 mars 1898.

[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Sheriff—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Kamouraska, to wit : } DAME MALVINA CARON, ès-qualité, Plaintiff ; against DAME GEORGIANA LANDRY, ès-qualité, Defendant, to wit :

A lot situate in the first range of the parish of Saint André, containing three quarters of an arpent in front, by two arpents and a half in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint André, as number one hundred and seventy-two (No. 172)—with a house and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint André, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office,
Fraserville, 9th March, 1898.

[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **WILLIAM FLETCHER**
No. 2223. } **BORLAND**, de la cité
de Montréal, gérant, et **DAVID WILLIAMSON**,
de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dans
le dit district, teneur de livres, Demandeurs ; contre
les terres et tenements de **WILLIAM JOHNSON**,
des cité et district de Montréal, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans la ville de Westmount,
comté d'Hochelaga, district de Montréal, étant la
subdivision numéro soixante et quatorze sur le plan
de subdivision d'une partie du lot connu et désigné
sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipa-
lité de la paroisse de Montréal, sous le numéro
deux cent quatre vingt-deux ; borné en front par
l'avenue Montarville—sans bâtisses.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de
Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain,
à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rappor-
table suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 29 mars 1898. 1499
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **DAME MERCEDES**
No. 1956. } **PAPINEAU**, des
cité et district de Montréal, épouse séparée de biens
de Guillaume Couture, de Montréal susdit, profes-
seur de musique, et dûment autorisée par son dit
mari, et le dit Guillaume Couture dans le but
d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et
Delle Henriette Papineau, du même lieu, fille ma-
jeure, Demandeurs ; contre les terres et tenements
de **HECTOR G. CADIEUX**, du même lieu, Défendeur.

Un terrain de figure irrégulière, formant le co'n
nord-ouest des rues Notre-Dame et de Salaberry,
situé dans le quartier Sainte-Marie, dans la cité de
Montréal, étant une partie du lot numéro quatre-
vingt-neuf (No. 89), des plan et livre de renvoi
officiels du dit quartier Sainte-Marie, et borné
comme suit : en front au sud par la nouvelle ligne
de la rue Notre-Dame, où il mesure environ trente-
huit pieds, d'un côté au nord-est par la rue de
Salaberry, où il mesure environ dix-neuf pieds, de
l'autre côté à l'ouest où il mesure environ vingt-
huit pieds, et en arrière au nord où il mesure
environ quarante-trois pieds par le résidu du dit lot
numéro quatre-vingt-neuf, et formant une super-
ficie de neuf cent soixante pieds environ, le tout
mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison
en pierre, contenant un magasin avec un logement
au-dessus et autres bâtisses construites sur le dit
terrain.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain,
à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rap-
portable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 29 mars 1898. 1497
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Mont. é l.

Montréal, à savoir : } **ALBERT AARON STAUN-**
No. 2106. } **TON**, de la ville de West-
mount, dit district, agent d'immeubles, Deman-
deur : contre les terres et tenements de **JOSEPH AN-**
THIME GUENETTE, de la ville de Saint-
Louis, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la ville de Saint-
Louis, dans le comté d'Hochelaga, dans le district
de Montréal ; borné en front par la rue Hutchison,
connu et désigné comme étant le numéro trente
(30), de la subdivision du lot numéro huit (8), de
la subdivision du lot officiel, connu et désigné aux
plan et livre de renvoi officiels du village incorporé

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **WILLIAM FLETCHER**
No. 2223. } **BORLAND**, of the city
of Montreal, manager, and **DAVID WILLIAMSON**,
of the city of Sainte-Cunégonde de Montreal, in
said district, bookkeeper, Plaintiffs ; against the
lands and tenements of **WILLIAM JOHNSON**, of
the city and district of Montreal, Defendant.

That certain lot of land situate in the town of
Westmount, county of Hochelaga, district of Mon-
treal, being subdivision number seventy-four on
the subdivision plan of a part of the lot known and
designated on the official plan and in the book of
reference of the municipality of the parish of Mon-
treal, as number two hundred and eighty-two ;
bounded in front by Montarville avenue—without
buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of MAY next, at TWO of the
clock in the forenoon. The said writ returnable
according to law.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th March, 1898. 1500
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME MERCEDES PAPI-**
No. 1956. } **NEAU**, of the city and
district of Montreal, wife separated as to property
of Guillaume Couture, of Montreal aforesaid, profes-
sor of music, and by her said husband duly
authorized, and the said Guillaume Couture, for
the purpose of authorizing his said wife for the
purposes hereof, and Miss Henriette Papineau, of
the same place, spinster (fille majeure), Plaintiffs ;
against the lands and tenements of **HECTOR G.**
CADIEUX, of the same place, Defendant.

A lot of irregular outline, forming the north west
corner of Notre Dame and de Salaberry streets,
situate in Saint Mary's ward, in the city of Mon-
treal, being a part of lot number eighty-nine (No.
89), of the official plan and book of reference of
the said Saint Mary's ward, and bounded as follows :
in front to the south by the new line of Notre
Dame street, where it measures about thirty eight
feet, on one side to the north east by de Salaberry
street, where it measures about nineteen feet, and
on the other side to the west where it measures
about twenty-eight feet, and in rear to the north
where it measures about forty-three feet by the
residue of the said lot number eighty-nine, and
forming an area of about nine hundred and sixty
feet, the whole english measure and more or less—
with a stone house, containing a shop with a dwell-
ing above, and outbuildings erected on the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of MAY next, at ELEVEN of
the clock in the forenoon. Said writ returnable
according to law.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th March, 1898. 1498
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Mont. r. al.

Montreal, to wit : } **ALBERT AARON STAUN-**
No. 2106. } **TON**, of the town of West-
mount, in said district, real estate agent, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **JOSEPH AN-**
THIME GUENETTE, of the town of Saint Louis,
in the district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the town of
Saint Louis, in the county of Hochelaga, in the dis-
trict of Montreal ; bounded in front by Hutchison
street, known and designated as being number
thirty (30) of the subdivision of lot number eight
(8) of the subdivision of the official lot known and
designated on the official plan and book of reference

de la Côte Saint-Louis, (paroisse de Montréal), sous le numéro douze (12) — sans bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-Shérif,
Montréal, 30 mars 1898. 1545
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } L'INSTITUTION
No. 1892. } ROYALE POUR
L'AVANCEMENT DES SCIENCES, compagnie
constituée en corporation et corps politique ayant son
principal bureau et sa principale place d'affaires dans
le cité et district de Montréal, Demanderesse; contre
les terres et tenements de EDMUND GUERIN,
écuyer avocat, ci-devant des cité et district de
Montréal, maintenant de la paroisse de Notre-Dame
de Grâce, dans le district de Montréal, tant en sa
qualité d'exécuteur testamentaire de feu Mary
Ann Hayes, en son vivant de la ville de Lachute,
dans le district de Terrebonne, fille majeure,
décédée, et aussi personnellement, que comme
étant légataire universel et héritier par testament
de la dite Mary Ann Hayes, en vertu du dit testa-
ment, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur *es-qualité*, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre étant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, sous le numéro cinq cent seize (No. 516) — avec les bâtisses sus-érigées; borné en front par la présente ligne de la rue Bleury, le dit lot étant le résidu du dit lot numéro cinq cent seize, déduction faite de la partie du dit lot officiel exproprié par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la dite rue.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif,
Montréal, 30 mars 1898. 1541
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
N. 2175. } FRANCO-CANA-
DIEN, corps politique et incorporé, ayant le principal
siège de ses affaires en la cité et le district de
Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements
de MICHAEL C. MULLARKY, manufacturier,
des cité et district de Montréal, tant personnellement
qu'en sa qualité d'usufruitier et exécuteur
testamentaire de feu Elizabeth Carey, sa défunte
épouse, Défendeur.

Saisi comme appartenant à la succession de feu Elizabeth Carey et en la possession du dit défendeur *es-qualité*, l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, dit district, connu comme étant la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro onze cent vingt-six (1126), la dite partie mesurant cinquante (50) pieds de largeur par quatre-vingt-huit (88) pieds de profondeur, plus ou moins; touchant au nord-ouest au lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du susdit quartier sous le numéro onze cent vingt-cinq (1125), et au sud-est au résidu du susdit lot onze cent vingt-six (1126), le dit terrain s'étendant de la rue Hanover à la rue Sainte-Genève — avec deux maisons sur la

of the incorporated village of Cote Saint Louis (parish of Montreal), as number twelve (12) — without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon. The said writ returnable according to law

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff,
Montréal, 30th March, 1898. 1546
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE ROYAL INSTITU-
No. 1892. } TION FOR THE AD-
VANCEMENT OF LEARNING, a body politic
and corporate duly incorporated and having
its head office and principal place of business
in the city and district of Montreal, Plaintiff;
against the lands and tenements of EDMUND
GUERIN, formerly of the city and district
of Montreal, now of the parish of Notre
Dame de Grâce, in the district of Montreal,
esquire, advocate as well in his capacity of executor
of the last will and testament of the late Mary Ann
Hayes, in her lifetime of the town of Lachute, in
the district of Terrebonne, spinster, deceased, and
also personally as being the universal legatee and
testamentary heir of the said Mary Ann Hayes,
under her said will, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant *es-qualité*, the following immovable, to wit :

A lot of land being part of the lot known and designated upon the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, under the number five hundred and sixteen (No. 516) — with the buildings thereon erected; bounded in front by the present line of Bleury street, said lot being the remaining part of said lot number five hundred and sixteen, after the deduction of the portion of said official lot expropriated by the city of Montreal, for the widening of said street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff,
Montréal, 30 March, 1898. 1542
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 2175. } FRANCO-CANADIEN,
a body politic and corporate, having its chief place
of business in the city and district of Montreal,
Plaintiff; against the lands and tenements of
MICHAEL C. MULLARKY, manufacturer, of the
city and district of Montreal, as well personally as
in his quality of usufructuary and testamentary
executor of the late Elizabeth Carey, his deceased
wife, Defendant.

Seized as belonging to the estate of the late Elizabeth Carey, and in the possession of the said défendeur *es-qualité*, the immovable hereinafter mentioned, to wit :

A lot situate and being in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, said district, known as being the north west part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, as number eleven hundred and twenty-six (1126), said part measuring fifty (50) feet in width by eighty-eight (88) feet in depth, more or less; bounded on the north west by the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said ward, as number eleven hundred and twenty-five (1125), and on the south east to the remainder of the said lot one hundred and twenty-six (1126), said lot reaching from Hanover street to Saint

rue Hanover et deux maisons sur la rue Sainte-Geneviève et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 30 mars 1898. 1543
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES A. SHARPE,
No. 10806. } des cité et district de
Montréal, Demandeur; contre les terres et tènements
de ETIENNE ROBERT, du même lieu,
Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans la cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-André, connu et désigné sous le numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro huit cent soixante et onze (871-3), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le vingtième jour de janvier dernier (1898), aura lieu en mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 29 mars 1898. 1539
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } SEVERE CHATILLON dit
No. 1352. } GODIN, boulanger, de la
ville de Sainte-Anne de Bellevue, dit district,
Demandeur; contre les terres et tènements de
LOUIS PHILIPPE ALBERT LANTHIER, de la
paroisse de Saint-Polycarpe, district de Montréal,
tant personnellement que comme légataire universel
grevé de substitution de feu Joseph Antoine Lanthier,
en son vivant du même lieu, et Dame
Julienne Bonneville, du dit lieu, veuve de feu
Jacques Philippe Lanthier, en son vivant aussi du
dit lieu, tant personnellement que comme légataire
universelle usufruitière et exécutrice testamentaire du
dit Joseph Antoine Lanthier, aux termes du testa-
ment susdit, tous deux conjointement et solidairement,
Défendeurs; dans laquelle cause Henri
Arthur Cholette, écrivain, avocat, de la cité et du district
de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution
créée par le testament susdit, est mis en cause.

1° Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, district de Montréal, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, sous le numéro six cent treize (No. 613)—avec les bâtisses sus-érigées; la dite terre est bornée en front par la rivière Delisle, mais à distraire de la dite terre, le chemin de fer de la compagnie Canada Atlantic qui la traverse.

2° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, sous le numéro six cent dix-sept (No. 617)—avec les bâtisses sus-érigées; et est bornée en front par le chemin public, mais à distraire de la dite terre le chemin de fer de la compagnie Canada Atlantic qui la traverse.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 2 mars 1898. 995-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

Genevieve street—with two houses on Hanover street and two houses on Saint Genevieve street, and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 30th March, 1898. 1544
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES A. SHARPE, of
No. 10806. } the city and district of
Montreal. Plaintiff; against the lands and tènement
of ETIENNE ROBERT, of the same place,
Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal; bounded in front by Saint Andrew street, known and designated as lot number three of the official subdivision of lot number eight hundred and seventy-one (871-3), of the official plan and book of reference of Saint James ward, of the city of Montreal—with buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which should have taken place on the twentieth day of January last, 1898, will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 28th March, 1898. 1540
[First published, 29th April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } SEVERE CHATILLON dit
No. 1352. } GODIN, baker, of the town
of Sainte Anne de Bellevue, said district, Plaintiff;
against the lands and tenements of LOUIS PHILIPPE
ALBERT LANTHIER, of the parish of Saint Polycarpe,
district of Montreal, as well personally as being
universal legatee and institute of the late Joseph
Antoine Lanthier, in his lifetime of the same place,
and Dame Julienne Bonneville, of the said place,
widow of the late Jacques Philippe Lanthier, in his
lifetime also of the same place as well personally
as in her quality of universal usufructuary legatee
and testamentary executrix of the said Joseph
Antoine Lanthier, pursuant to the provisions of the
said will and testament, both jointly and severally,
Defendants; in which suit Henri Arthur Cholette,
esquire, advocate, of the city and district of
Montreal, in his quality of curator to the substitution
created by the said will, is a party (*mis en cause*).

1° A land situate and being in the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Polycarpe, as number six hundred and thirteen (No. 613)—with the buildings thereon erected; the said land is bounded in front by the river Delisle, but reserving from the said land the railway of the Canada Atlantic Company, which crosses it.

2° Another land situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Polycarpe, as number six hundred and seventeen (No. 617)—with the buildings thereon erected; and is bounded in front by the public road, but reserving from the said land the railway of the Canada Atlantic Company, which crosses it.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Polycarpe, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 2nd March, 1898. 996
[First published, 5th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **DAME JULIE BOU-**
 No. 1997. } **DRIAS**, de la paroisse
 de Saint-Michel de Vaudreuil, dit district, veuve de
 feu Louis Valois, en son vivant du même lieu,
 Demanderesse ; contre les terres et tenements de
 ADO-PHE VALOIS, ci-devant cultivateur, de la
 paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, dit district,
 maintenant de la cité de Montréal, dit district, tant
 en son nom personnel qu'en sa qualité de tuteur
 dûment élu en justice le 30 juin 1890, à Marie-Anne
 Valois, son enfant mineure issue de son mariage
 avec feu Florentine Gauthier, Défendeur.

Saisis cinq-huitièmes comme appartenant au dit
 défendeur personnellement, et trois-huitièmes sur
 le dit défendeur en sa qualité de tuteur à la dite
 mineure Marie-Anne Valois, savoir :

1° Un terrain situé en la concession de la Rivière
 Quinchien ou Petite Rivière, formant la partie nord
 du lot de terre connu et désigné sous le No. 1752 du
 cadastre hypothécaire du comté de Vaudreuil, pour
 la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, de forme
 irrégulière ; tenant au nord au No. 1877 du dit
 cadastre, au sud à un fossé qui le divise du reste du
 dit lot à quatre arpents moins douze pieds environ
 du lot No. 1751, joignant d'un côté au lot No. 1750
 et d'autre côté aux lots Nos. 1754 et 1755 du dit
 cadastre.

2° Un autre terrain de forme irrégulière situé
 dans la même concession et voisin de celui ci-dessus
 décrit, formant la partie nord du lot connu et
 désigné au dit cadastre sous le No. 1750, au nord
 se terminant en pointe et allant en élargissant
 jusqu'à sa profondeur qui doit être vis-à-vis le fossé
 dont il est parlé ci-dessus, tenant au nord le lot No.
 1739, au sud le reste du dit lot No. 1750, joignant
 d'un côté le dit lot No. 1752, et d'autre côté le dit
 lot No. 1739.

3° Une terre située en la dite paroisse, dans la
 première concession de l'Anse de Vaudreuil, connue
 et désignée au dit cadastre hypothécaire sous le No.
 1796—avec maison et autres bâtisses dessus cons-
 truites.

4° Une autre terre située en la dite paroisse for-
 mée des lots de terre connus et désignés au dit
 cadastre hypothécaire sous les Nos 1794, 1758 et
 1760, de figure irrégulière, et contenant environ
 soixante et douze arpents en superficie—avec mai-
 son et autres dépendances, et formant ensemble
 une seule exploitation, le dit lot 1794 situé en la
 première concession de l'Anse de Vaudreuil, et les
 dits lots 1758 et 1760 situés dans la dite concession
 de la Rivière Quinchien ou Petite Rivière.

A distraire les parties des immeubles ci-dessus
 vendues à la compagnie du chemin de fer "Montréal
 & Ottawa", pour la construction de son chemin.

La terre en quatrième lieu décrite a été saisie
 comme formant une seule exploitation, en vertu du
 jugement rendu en cette cause sur requête à cet
 effet, en date du deux mars courant et du consente-
 ment du défendeur.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
 de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le
 SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE
 heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 mars 1898.
 [Première publication, 5 mars 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
 MANDAT DE CURATEUR.**

District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **AMBROSE L. KENT &**
 No. 168. } **ALPHONSE TUR-**
COTTE, curateurs conjoints, des cité et district de
 Montréal, dûment autorisés en vertu de l'article
 879 du code de procédure civile, comme curateur
 des biens de J. B. AMEDEVÉ MONGENAI, de la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME JULIE BOUDRIAS,**
 No. 1997. } **D** of the parish of Saint Mi-
 chel de Vaudreuil, in the said district, widow of
 the late Louis Valois, in his lifetime of the same
 place, Plaintiff ; against the lands and tenements
 of ADOLPHE VALOIS, heretofore farmer, of the
 parish of Saint Michel de Vaudreuil, in the said
 district, now of the city of Montreal, in the said
 district, both in his own name and in his capacity
 of tutor duly appointed by the court on the 30th
 June, 1890, to Marie Anne Valois, his minor child,
 issue of his marriage with the late Florentine Gau-
 thier, Defendant.

Five eighths seized as belonging to the said defend-
 ant personally, and three eighths as belonging to
 the defendant in his capacity of tutor to the said
 minor Marie Anne Valois, to wit :

1. A lot situate in the concession of the Rivière
 Quinchien or Petite Rivière, forming the northern
 portion of the lot of land known and designated
 under the No. 1752 of the hypothecary cadastre of
 the county of Vaudreuil, for the parish of Saint
 Michel de Vaudreuil, of irregular form ; bounded to
 the north by No. 1877 of the said cadastre, to the
 south by a ditch that separates it from the remainder
 of the said lot at four arpents less twelve feet or
 thereabout from lot No. 1751, adjoining on one side
 lot No. 1750 and on the other side lots Nos 1754
 and 1755 of the said cadastre.

2. Another lot of irregular form situate in the
 same concession and adjoining that above described,
 forming the north part of the lot known and design-
 ated on the said cadastre under the No. 1750, term-
 inating in a point to the north and widening as far
 as its depth which is opposite the ditch mentioned
 above, adjoining on the north lot No. 1739, on the
 south the remainder of the said lot No. 1750, ad-
 joining on one side the said lot No. 1752, and on the
 other side the said lot No. 1739.

3. A farm situate in the said parish, in the first
 concession of Anse de Vaudreuil, known and
 designated on the said hypothecary cadastre under
 the No. 1796—with a house and other buildings
 thereon erected.

4. Another farm situate in the said parish consist-
 ing of the lots known and designated on the hypo-
 thecary cadastre as lots Nos. 1794, 1758 and 1760,
 of irregular form, and containing about seventy-two
 arpents in superficies— with a house and other
 buildings, and constituting but one and the same
 farm, the said lot 1794 being situated in the first
 concession of Anse de Vaudreuil, and the said lots
 1758 and 1760 being situate in the said concession
 of Rivière Quinchien or Petite Rivière.

To be taken from the above the portions of the
 immovables above described that have been sold to
 the Montreal and Ottawa Railway Company for the
 building of its road.

The farm fourthly above described has been seized
 as forming but one and the same farm, in virtue of
 a judgment rendered in this cause on petition to
 that effect, dated the second of March instant and
 with the defendant's consent.

To be sold at the parochial church door of the
 parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the
 SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN
 o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 3rd March, 1898.
 [First published, 5th March, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
 CURATOR'S WARRANT.**

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **AMBROSE L. KENT &**
 No. 168. } **ALPHONSE TUR-**
COTTE, joint curators, of the city and district of Mont-
 real, duly authorized under article 879 of the code
 of civil procedure, as curator to the property of J.
 B. AMEDEVÉ MONGENAI, of the city of Mont-

city of Montréal, marchand, débiteur; et THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Requérente.

Saisi comme appartenant au dit débiteur, l'immeuble suivant, savoir :

Un morceau de terre situé dans le fief Choisy, dans la paroisse de Vaudreuil, composé des lots connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Vaudreuil, sous les numéros dix-neuf cent quatre-vingt-dix-huit et dix-neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (Nos. 1998 et 1999), le dit morceau de terre composé comme susdit, contenant cent quarante-deux acres en superficie, plus ou moins—avec maison et autres dépendances sus-érigées, à distraire de ce morceau de terre cette partie d'icelui vendue à la compagnie de chemin de fer Montréal et Ottawa. Le tout sujet à tous les baux existant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Vaudreuil, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du Shérif, Montréal, 1er mars 1898. [Première publication, 5 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montreal.

Montréal, à savoir : } LOUIS AMIRAULT, bourgeois, de l'Assomption, dans le district de Joliette, Demandeur; contre les terres et tenements de DAME MARIE CELANIRE MARSAN dit LAPIERRE, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Mathias Tessier, en son vivant menuisier, du même lieu, tant en sa qualité d'exécutrice testamentaire au dit feu Mathias Tessier, que comme légataire universelle en usufruit grévée de substitution en vertu du testament du dit feu Mathias Tessier, son époux, défenderesse, es-qualité; dans laquelle cause, Oscar Tessier dit Lavigne et Albert Tessier dit Lavigne, tous deux de la dite cité de Montréal, sont mis en cause.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défenderesse, es-noms et qualité, l'immeuble de la dite défenderesse, es-qualité, ci-après mentionné, savoir :

La moitié sud-ouest d'un certain emplacement, situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, contenant dix-huit cent quatre-vingt-quinze pieds en superficie, le dit emplacement de figure irrégulière et borné en front par la rue Notre-Dame, en arrière et du côté nord est par partie du lot numéro officiel dix-huit du dit quartier Saint-Jacques, appartenant à Michael Sharkey ou représentants, et du côté sud-ouest par un passage commun mitoyen; le dit emplacement faisant partie du dit lot numéro officiel dix-huit (18), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, et contenant quarante-deux pieds de largeur sur la rue Notre-Dame, et vingt-cinq pieds et trois pouces de largeur en arrière d'icelui, par quarante-sept pieds et trois pouces de profondeur dans la ligne nord-est, et cinquante-cinq pieds dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les maisons et bâtisses dessus érigées, et droit de mitoyenneté dans les murs ou pignons adjoignant la maison érigée sur le dit emplacement. La dite moitié sud-ouest ainsi saisie contient vingt et un pieds de largeur sur la rue Notre-Dame et douze pieds et six pouces et demi en arrière sur la profondeur du dit emplacement, tel que ci-dessus décrit, et est bornée en front par la rue Notre-Dame, du côté sud-ouest par le dit passage mitoyen, du côté nord-est par l'autre moitié du dit emplacement maintenant connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, sous le numéro un de la subdivision du dit lot numéro dix-huit, appartenant à Louis Arsène Lavallée & Paul Oscar Lavallée, et en arrière par partie du dit lot numéro dix-huit (18), appartenant à Michael

real, merchant, debtor; and THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA, Petitioner.

Seized as belonging to the said debtor, the following immovable, to wit :

A certain piece of land situate in the fief Choisy, in the parish of Vaudreuil, composed of the lots known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Vaudreuil, under the number nineteen hundred and ninety eight and nineteen hundred and ninety-nine (Nos. 1998 and 1999), containing said piece of land composed as aforesaid one hundred and forty-two acres in superficies, more or less—with house and other dependencies thereon erected, to be taken off that piece of land that portion thereof sold to the Montreal and Ottawa Railway Company. The whole subject to all existing leases.

To be sold at the parochial church door of the parish of Vaudreuil, on the SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's Office, Montreal, 1st March, 1898. [First published, 5th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LOUIS AMIRAULT, gentleman, of L'Assomption, in the district of Joliette, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME MARIE CELANIRE MARSAN dit LAPIERRE, of the city and district of Montreal, widow of the late Mathias Tessier, in his lifetime joiner, of the same place, as well in her quality of testamentary executrix of the said late Mathias Tessier, as in her quality of universal usufructuary legatee and institute in virtue of the will of the said late Mathias Tessier, her husband, Defendant, es-qualité; to which suit, Oscar Tessier dit Lavigne and Albert Tessier dit Lavigne, both of the said city of Montreal, are made parties (*mis en cause*).

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant individually and in her quality, the lot of the said defendant, es-qualité, hereinafter mentioned, to wit :

The south west half of a certain lot situate in Saint James ward, of the city of Montreal, containing eighteen hundred and ninety feet in area, said lot being of irregular outline and bounded in front by Notre Dame street, in rear and on the north east side by part of official lot number eighteen of said Saint James ward, belonging to Michael Sharkey or representatives, and on the south west side by a joint common passage; said lot forming part of said official lot number eighteen (18), of the official plan and book of reference of said Saint James ward, and containing forty-two feet in width on Notre Dame street, and twenty-five feet three inches in width in rear thereof, by forty-seven feet three inches in depth on the north east alignment, and fifty-five feet on the south west alignment, the whole english measure and more or less, without warranty as to precise measurement—with the houses and buildings thereon erected, and right of joint ownership in the walls or gables adjoining the house erected on the said lot. The said south west half so seized contains twenty-one feet in width on Notre Dame street and twelve feet six inches and a half in rear by the depth of the said lot, such as hereinabove described, and is bounded in front by Notre Dame street, on the south west side by the said common passage, on the north east side by the other half of the said lot now known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint James ward, as number one of the subdivision of said lot number eighteen, belonging to Louis Arsène Lavallée and Paul Oscar Lavallée, and in rear by part of said lot number eighteen (18), belonging to Michael Sharkey or representatives, and on the said south west half so seized

Sharkey ou représentants, et sur la dite moitié sud-ouest ainsi saisie se trouve construite une maison portant les numéros civiques 1346 et 1348 de la rue Notre-Dame, la dite maison avec divisions irrégulières dans les deux étages supérieurs, les appartements en avant empiétant de plusieurs pieds sur la moitié nord-est du dit emplacement, étant le dit lot numéro un de la subdivision du dit lot numéro dix-huit, et les appartements en arrière du dit lot numéro un empiétant aussi de plusieurs pieds sur la dite moitié sud-ouest présentement saisie; aussi avec droit de passage à pieds et en voiture par les propriétaires de l'autre moitié nord-est du dit emplacement, savoir: du dit lot numéro un de la dite subdivision du numéro dix-huit, dans le dit passage mitoyen et en arrière de la dite moitié sud-ouest présentement saisie.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,
Montréal, 1er mars 1898.

Shérif.
981-2

[Première publication, 5 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LES SYNDICS DE LA
No 2253. } PAROISSE DE SAINT-GABRIEL, corps politique et incorporé, des cité et district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de ANN SWEENEY, des cité et district de Montréal, veuve de feu James Murray, en son vivant du même lieu, James Whalen, de la cité de Chicago, dans les Etats-Unis, Maud Whalen, des cité et district de Montréal, Mary Murray, épouse de Robert D. MacPherson, de la cité de Buffalo, dans les Etats-Unis, James Murray, de la cité de Philadelphie, dans les Etats-Unis, Dominick Murray, des cité et district de Montréal, Alexander Murray, de la dite cité de Montréal, John Murray, de la cité de Chicago, dans les Etats-Unis, Bridget Ann Murray, épouse de John Shea, de la cité de Sainte-Cunégonde, district de Montréal, et le dit John Shea, de la cité de Sainte-Cunégonde, district de Montréal, afin d'autoriser sa dite épouse, Défendeurs.

Deux lots de terre contigus, sis et situés dans le quartier Saint-Anne, dans la cité de Montréal, dit district; bornés en front par la rue du Grand Tronc, connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous les numéros neuf cent neuf (909) et neuf cent dix (910)—avec les bâtisses dessus construites. Les susdits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,
Montréal, 2 mars 1898.

Shérif.
991.2

[Première publication, 5 mars 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
MANDAT DE CURATEUR.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FRANCIS W. RADFORD,
No 170. } Curateur, des cité et district de Montréal, dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile, comme curateur des biens de EMIL THOURET, des cité et district de Montréal, marchand, Débiteur; et MAAS BROTHERS & CO., en commandite, Requérants.

Saisi comme appartenant au dit débiteur, l'immeuble suivant, savoir:

Cet emplacement situé à Montréal Jonction, faisant front sur l'avenue Hillview et connu comme subdivision No 496 (quatre cent quatre-vingt-seize) du lot No 140 (cent quarante), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, le dit emplacement contenant cinquante pieds de largeur en front, et en arrière sur une profondeur de cent vingt-six pieds, mesure anglais;

there is now built a house bearing the civic numbers 1346 and 1348 of Notre-Dame street, said house with irregular divisions in the two upper storeys, the front rooms encroaching several feet on the north east half of the said lot, being the said lot number one of the subdivision of the said lot number eighteen, and the rear rooms of said lot number one encroaching several feet on the said south west half now seized; also with a right of passage on foot and driving by the proprietors of the north east other half of said lot, to wit: of said lot number one of the said subdivision of number eighteen, in the said common passage and in rear of the said south west half now seized.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,
Montreal, 1st March, 1898.

Sheriff.
982

[First published, 5th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TRUSTEES OF THE
No. 2253. } PARISH OF SAINT GABRIEL, a body politic and corporate, of the City and District of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ANN SWEENEY, of the city and district of Montreal, widow of James Murray in his lifetime of the same place, James Whalen, of the city of Chicago, in the United States, Maud Whalen, of the city and district of Montreal, Mary Murray, wife of Robert D. MacPherson, of the city of Buffalo, in the United States, James Murray, of the city of Philadelphia in the United States, Dominick Murray, of the city and district of Montreal, Alexander Murray, of the said city of Montreal, John Murray, of the city of Chicago, in the United States, Bridget Ann Murray, wife of John Shea, of the city of Sainte-Cunégonde, district of Montreal, and the said John Shea, of the city of Sainte-Cunégonde, district of Montreal, to authorize his said wife, Defendants.

Two contiguous lots of land situate in Saint Ann's ward, in the city of Montreal, said district; bounded in front by Grand Trunk street, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Ann's ward as numbers nine hundred and nine (909) and nine hundred and ten (910)—with the buildings thereon erected. Said two lots forming only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,
Montreal, 2nd March 1898.

Sheriff.
992

[First published, 5th March, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
CURATOR'S WARRANT.**

District of Montreal.

Montreal, to wit: } FRANCIS W. RADFORD,
No. 170. } Curator, of the city and district of Montreal, duly authorized under article 879 of the code of civil procedure, as curator to the property of EMIL THOURET, of the city and district of Montreal, merchant, Debtor; and MAAS BROTHERS & CO., Ltd., Petitioners.

Seized as belonging to the said debtor, the following immovable, to wit:

That certain emplacement at Montreal Junction, fronting on Hillview Avenue and known as subdivision No. 496 (four hundred and ninety-six), of lot No. 140 (one hundred and forty), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing the said emplacement fifty feet in width, in front, and in rear by a depth of one hundred and twenty-six feet, english

plus ou moins—avec une maison en briques sur fondation en pierre sus-érigée, telle que la dite propriété existe maintenant, avec tous les droits, circonstances et appartenances sans exception ou réserve quelconque.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 1er mars 1898. Shérif. 975-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE PENSION FUND
No 1681. } SOCIETY OF THE
BANK OF MONTREAL, corps politique et incorporé, dûment constitué en corporation, ayant son principal bureau dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DUGALD GRAHAM, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant décédé, Défendeur. Le jugement dans cette cause ayant été servi aux héritiers et représentants du susdit défendeur Dugald Graham, depuis son décès, savoir : Dame Frances H. Sharon, de Sparkhill, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, maintenant de la cité de Montréal, veuve de feu Dugald Graham, le susdit défendeur, et seule exécutrice testamentaire nommée en vertu de son testament fait le 20e jour de juin 1889, devant Mre M. de M. Marler, N. P., Dame Ada A. C. Graham, épouse de George H. Bland, de Sparkhill susdit, maintenant de la cité de Montréal, et Sharon Graham, de Sparkhill susdit, maintenant de Montréal.

Saisi comme appartenant au dit défendeur et à ses héritiers et représentants, l'immeuble ci-après décrit :

Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, désigné sous les lettres A et B de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sous le numéro quatorze cent soixante et quinze (1475), contenant vingt-cinq pieds de front sur cent seize pieds et six pouces (116-6) de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par la rue Peel, portant le numéro civique deux cent (200), en arrière par une ruelle de dix-huit pieds de largeur, d'un côté par partie du dit lot officiel appartenant à M. William McNally ou représentants et de l'autre côté par partie du dit lot officiel appartenant à James Moore ou représentants—avec une maison en pierre et briques et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 2 mars 1898. Shérif. 993-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALEXANDER P.
No. 2229. } A. McLAURIN ET
WILLIAM BOTHWELL, tous deux de la ville de Lachine, dit district, marchands de bois, comme tel faisant affaires ensemble en société, sous les nom et raison de "A. P. McLaurin et Co." Demandeurs ; contre les terres et tenements de EVARISTE GODIN, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, et HERMÉNÉILDE LEGAULT dit DESLAURIERS, ci-devant du même lieu, maintenant résidant de la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal, dit district, Défendeurs.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit défendeur, Herménégilde Legault dit Deslauriers, les immeubles du dit défendeur ci-après mentionnés, savoir :

Un emplacement situé en la ville de Lachine, dit

measure, more or less—with a brick house on stone foundation thereon erected, as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 1st March, 1898. Sheriff. 976
[First published, 5th March, 1898.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal à savoir : } THE PENSION FUND
No. 1681. } SOCIETY OF THE BANK
OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DUGALD GRAHAM, formerly of the city and district of Montreal, now deceased, Defendant. The judgment in this cause having been served to the heirs and representatives of the above named defendant Dugald Graham, since his death, to wit : Dame Frances H. Sharon, of Sparkhill, in the state of New York, one of the United States of America, presently in the city of Montreal, widow of the late Dugald Graham, the above named defendant, and sole testamentary executrix, under his last will executed the 20th June, 1889, before Mre M. de M. Marler, N. P., Dame Ada A. C. Graham, wife of George H. Bland, of Sparkhill aforesaid, presently in the city of Montreal, and Sharon Graham, of Sparkhill aforesaid, presently in Montreal.

Seized as belonging to the said defendant and to his heirs and representatives the immoveable herein-after described :

A lot of land or emplacement situate and being in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, said district, designated by the letters A and B of subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, as number fourteen hundred and seventy-five (1475), containing twenty-five feet in front, by one hundred and sixteen feet six inches (116-6) in depth english measure ; bounded in front by Peel street, bearing the civic number two hundred (200), in rear by a lane of eighteen feet in width, on one side by part of said official lot, belonging to Mr. William McNally or representatives, and on the other side by part of the said official lot belonging to James Moore or representatives—with a brick and stone house thereon erected and other building also thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 2nd March, 1898. Sheriff. 994
[First published, 5th March, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALEXANDER P.
No. 2229. } A. McLAURIN AND
WILLIAM BOTHWELL, both of the town of Lachine, in said district, lumber merchants, as such there doing business together in co-partnership, under the name and style of "A. P. McLaurin & Co." Plaintiffs ; against the lands and tenements of EVARISTE GODIN, of the town of Lachine, in the district of Montreal, and HERMÉNÉILDE LEGAULT dit DESLAURIERS, heretofore of the same place, now resident of the city of Sainte-Cunégonde of Montreal, said district, Defendants.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant Herménégilde Legault dit Deslauriers, the immovables of the said defendant heretofore mentioned, to wit :

A lot situate in the town of Lachine, said district

district de Montréal, comprenant deux lopins de terre ci-après désignés.

1° Un lopin de terre contenant soixante et huit pieds et six pouces de largeur sur le niveau de la rue Sainte-Josephine, et soixante et six pieds de largeur en arrière (au centre du dit emplacement) par cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit : devant par la rue Sainte-Josephine, derrière par la partie ci-après décrite du dit lot numéro cinq cent dix-huit du cadastre de la ville de Lachine, vers le sud par la moitié sud du lot numéro cinq cent dix-sept du cadastre de la ville de Lachine, et de l'autre côté par le lot numéro cinq cent dix-neuf du dit cadastre, le lopin de terre ci-dessus décrit est la partie ou la moitié nord de ce lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent dix-sept sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine.

2° Un lopin de terre contenant soixante-six pieds de largeur du côté ouest, et seulement soixante-trois pieds et six pouces de largeur dans la ligne est par cinquante pieds de profondeur dans les deux autres lignes, et borné comme suit : vers l'ouest par la partie ci-dessus décrite du lot numéro cinq cent dix-sept, du cadastre de la ville de Lachine, vers l'est par le lot numéro cinq cent cinquante-deux du dit cadastre, vers le sud par la partie moitié sud du lot numéro cinq cent dix-huit, et de l'autre côté par le lot numéro cinq cent dix-neuf du dit cadastre. Le lopin de terre qui vient d'être décrit est la partie ou moitié nord de ce lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent dix-huit, sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine—le tout sans garantie de mesure précise, et avec les bâtisses érigées sur le dit emplacement.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,

Montréal, 1er mars 1898.

[Première publication, 5 mars 1898.]

Shérif.

979-2

of Montreal, comprising two lots of land herein-after described.

1. A lot of land containing sixty-eight feet six inches in width on the alignment of Sainte-Josephine street, and sixty-six of width in rear (at the centre of the said lot) by fifty feet in depth, english measure, and bounded as follows : in front by Sainte Josephine street, in rear by the part hereinafter described of lot number five hundred and eighteen, of the cadastre of the town of Lachine, on the south by the south half of lot number five hundred and seventeen of the cadastre of the town of Lachine, and on the other side by lot number five hundred and nineteen of the said cadastre ; the lot of land hereinabove described is the north part or half of that lot of land known and designated as number five hundred and seventeen on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Lachine.

2. A lot of land containing sixty-six feet in width on the west side and only sixty-three feet six inches in width on the east side by fifty feet in depth on the two other sides, and bounded as follows: on the west by the part hereinabove described of lot number five hundred and seventeen of the cadastre of the town of Lachine, on the east by lot number five hundred and fifty-two of the said cadastre, on the south by the south half part of lot number five hundred and eighteen, and on the other side by lot number five hundred and nineteen of the said cadastre, the lot of land just described is the north half or part of that lot of land known and described as number five hundred and eighteen on the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Lachine—the whole without warranty of precise measurement and with the buildings erected on the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, in the SEVENTH day of month of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Montreal, 1st March, 1898.

[First published, 5th March, 1898.]

Sheriff.

980

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court of Circuit—District d'Ottawa.

Ottawa, a savoir : **T**HE WATERFORD MANUFACTURING COMPANY,

No. 1709.

(en commandite) de Waterford, dans la province d'Ontario, compagnie constituée en corporation et corps politique, dûment incorporée, ayant sa principale place d'affaires à Waterford susdit, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOHN MAHONEY, du canton de Lowe, dans le district d'Ottawa, cultivateur. Défendeur, a savoir :

Un lot de terre connu et désigné comme lots numéros dix-neuf (19) et vingt (20), dans le huitième rang du canton de Lowe, suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton, dans le district d'Ottawa—avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées. La dite propriété est sujette à une rente viagère de support en faveur de James Mahoney, suivant acte passé devant N. Tétreau, notaire public, le quatrième jour d'octobre 1892.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

COUTLÉE & WRIGHT,

Bureau du Shérif,

Hull, 8 mars 1898.

[Première publication, 12 mars 1898.]

Shérif.

1191-2

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : **T**HE WATERFORD MANUFACTURING COMPANY,

No. 1709.

(limited), of Waterford, in the province of Ontario, a body corporate and politic duly incorporate, having its chief place of business at Waterford aforesaid, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOHN MAHONEY, of the township of Lowe, in the district of Ottawa, farmer, Defendant, to wit :

A block of land known and designated as lots numbers nineteen (19) and twenty (20), in the eighth range of the township of Lowe, according to the official plan and book of reference of the said township, in the district of Ottawa—with a house, barn and other buildings thereon erected. The said property is subject to a life rent of support in favor of James Mahoney as per deed passed before N. Tétreau, notary public, on the fourth of October, 1892.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWELTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

COUTLÉE & WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 8th March, 1898.

[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff.

1192

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **CYRUS KELLAR**, du canton
No. 388. } de Low, district d'Ottawa,
mineur, Demandeur ; contre les biens et effets,
terres et tenements de **JOHN L. ARMITAGE**, de
la cité de Newark, dans l'état de New Jersey, un
des États-Unis d'Amérique, un des défendeurs en
cette cause, à savoir :

1° Tous les droits de mines dans, sur ou appartenant à ce morceau de terre contenant cent acres, étant le front ou partie ouest du lot numéro quarante-deux, dans le premier rang du canton de Denholm, dans le district d'Ottawa ; borné en front à l'ouest par la rivière Gatineau, en arrière par le résidu du dit lot numéro quarante-deux, du côté nord par partie du lot numéro quarante et un, et du côté sud par partie du lot numéro quarante-trois, tous deux dans le même rang.

2° Les bâtisses et améliorations sur le lot numéro quarante et un, dans le premier rang du canton de Denholm, district d'Ottawa, consistant en une maison, un moulin à scie et moulin à broyer, avec les machines et appareils des dits moulins ou y appartenant, sujets aux privilèges et droits de la "Chaudière Machine and Foundry Company" (en commandite), de la cité d'Ottawa, dans et sur les dites machines et appareils.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DOUZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 8 mars 1898.	Shérif. 1189-2
[Première publication, 12 mars 1898.]	

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **FREDERICK HALES**, du
No 2534. } canton de Templeton, dans
le district d'Ottawa, journalier, demandeur ; contre
les terres et tenements de **FREDERICK R. WHITE**,
de Lynn, dans l'Etat de Massachusetts ;
un des États-Unis d'Amérique, Défendeur, à savoir :

Les droits et privilèges de mines dans, sur et appartenant au lot numéro quatorze A, dans le deuxième rang du canton de Templeton, district d'Ottawa, suivant les plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, le dit lot contenant environ cent acres.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DOUZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT.

Bureau du Shérif, Hull, 8 mars 1898.	Shérif. 1187-2
[Première publication, 12 mars 1898.]	

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec, } **DAME JULIA AGNES**
District de Pontiac. } **PERRAULT ET VIR**,
No. 11. } Demandeurs ; vs. **ALFRED**
MOUSSEAU, Défendeur ;
et **William H. Mousseau et al.**, requérants en nullité de décret, et **Henri Mousseau**, adjudicataire, et le dit adjudicataire et les dits demandeurs contestants et **C. J. Brooke**, procureur des demandeurs, demandeur par distraction de frais.

Saisies comme appartenant à **William H. Mousseau**, un des dits requérants.

1° La moitié sud-est du lot numéro deux, dans le

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **CYRUS KELLAR**, of the town-
No. 388. } ship of Low, district of Otta-
wa, miner, Plaintiff ; against the goods and chattels,
lands and tenements of **JOHN L. ARMITAGE**, of
the city of Newark, in the state of New Jersey, one
of the United States of America, one of the defend-
ants in this cause, to wit :

1. All and every the mining rights, in, to, upon or pertaining to that certain piece of land containing one hundred acres, being the front or west part of lot number forty-two, in the first range of the township of Denholm, in the district of Ottawa ; being bounded in front to the west by the river Gatineau, in the rear by the remainder of said lot number forty-two, on the north side by part of lot number forty-one, and on the south side by part of lot number forty-three, both in the same range.

2. The buildings and improvements in lot number forty-one, in the first range of the township of Denholm, district of Ottawa, consisting of a dwelling house, saw mill and crushing mill, with the machinery and plant in said mills or pertaining thereto, subject to privileges and rights of the "Chaudière Machine and Foundry Company", (limited), of the city of Ottawa, in and upon such machinery and plant.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWELTH day of APRIL next, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT.

Sheriff's Office, Hull, 8th March, 1898.	Sheriff. 1190
[First published, 12th March, 1898.]	

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **FREDERICK HALES**, of the
No. 2534. } township of Templeton, in the
district of Ottawa, laborer, Plaintiff ; against the
lands and tenements of **FREDERICK R. WHITE**,
of Lynn, in the state of Massachusetts, one of the
United States of America, Defendant, to wit :

The mining rights and privileges, in, upon and pertaining to lot number fourteen A, in the second range of the township of Templeton, district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township, the said lot containing about one hundred acres.

To be sold at the registry office in the city of Hull, on the TWELTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 8th March, 1898.	Sheriff. 1188
[First published, 12th March, 1898.]	

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court

Canada,
Province of Québec, } **DAME JULIA AGNES**
District of Pontiac. } **PERRAULT ET VIR**,
No. 11. } Plaintiffs ; vs. **ALFRED**
MOUSSEAU, Defendant ;
and **William H. Mousseau et al.**, petitioners en nullité de décret, and **Henry Mousseau**, adjudicataire, and the said adjudicataire and the said plaintiffs contesting, and **C. J. Brooke**, attorney for plaintiffs, plaintiff par distraction de frais.

As seized upon **William H. Mousseau**, one of the said petitioners.

1. The south east half of lot number two, in the

septième rang du canton de Bristol, contenant cent acres, plus ou moins—avec les bâtieses sus-érigées.

2° La moitié sud-ouest du lot numéro trois, dans le huitième rang du canton Bristol, contenant cent acres, plus ou moins.

Pour être vendues dans mon bureau, dans le village de Bryson, le TREIZIEME jour d'AVRIL 1898, à DIX heures de l'avant-midi.

S. McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 7 mars 1898. 1161-2
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**EMOISELLE EMILIE
No 307. } **B**ITTNER, autrefois
de Saint-Ambroise, maintenant de Saint-David de
l'Aube-Rivière, institutrice : contre DAME MARIE
VALLIERE, veuve de Michel Robitaille, de la pa-
roisse de Sainte-Catherine, dans le comté de Port-
neuf, à savoir :

1° Le No 217 (deux cent dix-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession de la dite paroisse—avec bâtieses, circonstances et dépendances.

2° Le No 223 (deux cent vingt-trois), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, étant une terre située en la quatrième concession de la dite paroisse, circonstances et dépendances. A distraire, un emplacement occupé par Charles Boilard, faisant partie du susdit numéro 223 (deux cent vingt-trois) du dit cadastre, contenant cinquante pieds de front sur soixante et quinze pieds de profondeur ; borné au nord au cimetière de la dite paroisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Catherine, le SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 31 mars 1898. 1559
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **J**ULES ALFRED LANE,
No. 1393. } **A**vocat, de la cité de Québec ;
contre JEAN ALIAS JOHNNY VACHON, de Lévis,
à savoir :

La partie côté nord du lot No. 564 (cinq cent soixante-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis ; borné en front au nord au chemin, au nord-est à Dame veuve Wilbrod Jacques, au sud-ouest à Louis Dussault, au sud à Théophile Roberge, représentant Antoine Laverrière, étant un emplacement situé sur une rue au sud de la rue Saint-Laurent ; pour être vendu à la charge d'une rente foncière annuelle de six piastres aux représentants légaux de Dame veuve Benjamin Lemieux, à la Saint-Michel de chaque année—avec les bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 17 mars 1898. 1313-2
[Première publication, 19 mars 1898.]

seventh range of the township of Bristol, containing one hundred acres, more or less—with the buildings thereon erected.

2. The south west half of lot number three, in the eighth range of the township of Bristol, containing one hundred acres, more or less.

To be sold at my office, in the village of Bryson, on the THIRTEENTH day of APRIL, 1898, at TEN o'clock in the forenoon.

S. McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 7th March, 1898. 1162
[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **M**ISS EMILIE BITTNER,
No. 307. } **F**ormerly of Saint Ambroise,
now of Saint David de l'Aube Rivière, teacher ;
against DAME MARIE VALLIERE, widow of
Michel Robitaille, of the parish of Sainte Catherine,
in the county of Portneuf, to wit :

1. Lot No. 217 (two hundred and seventeen), of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf, being a land situate in the fourth concession of the said parish—with buildings, circumstances and dependencies.

2. Lot No 223 (two hundred and twenty-three), of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine, county of Portneuf, being a land situate in the fourth concession of the said parish—circumstances and dependencies. Reserving a lot occupied by Charles Boilard, forming part of the said number 223 (two hundred and twenty-three), of the said cadastre, containing fifty feet in front by seventy-five feet in depth ; bounded on the north by the cemetery of the said parish.

To be sold at the parochial church door of Sainte Catherine, on the SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 31st March, 1898. 1560
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **J**ULES ALFRED LANE, ad-
No. 1393. } **V**ocate, of the city of Québec ;
against JOHN ALIAS JOHNNY VACHON, of
Levis, to wit :

The north part of lot No. 564 (five hundred and sixty-four), of the official cadastre for Saint Lawrence ward, of the town of Lévis ; bounded in front to the north by the road, to the north east by Dame veuve Wilbrod Jacques, to the south west by Louis Dussault, to the south by Théophile Roberge, representing Antoine Laverrière, being a lot of land situate on a street, to the south of Saint Lawrence street ; to be sold subject to a yearly ground rent of six dollars to the legal representives of Dame widow Benjamin Lemieux, on Saint Michael's day of each year—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, in the county of Lévis, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 17th March, 1898. 1314
[First published, 19th March, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L**A CORPORATION DU
No. 1824. } **COMTE DE MONT-
MORENCY, DIVISION No. 1,** ayant son principal bureau d'affaires en la paroisse de la Visitation de Notre-Dame du Château Richer ; contre **CHARLES TELESPHORE LEFRANÇOIS,** de la paroisse de l'Ange-Gardien, dans le comté de Montmorency, à savoir :

La partie du côté nord-est du lot No. 93 (quatre-vingt-treize), du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, étant un emplacement contenant quarante-sept pieds anglais de front, à partir de la distance de trois pieds par le côté nord-est de la maison de Joseph Laberge, en gagnant le nord-est jusqu'à la clôture limitant le terrain vendu de celui de Chrysostôme Huot et de Joseph Huot, sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin royal en gagnant vers le sud jusque vers le bord de l'écart de la côte qui s'y trouve ; borné au nord et au sud comme susdit, au nord-est à Chrysostôme Huot et Joseph Huot, au sud-ouest, au dit Joseph Laberge—avec bâtisses.

Pour être venue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de l'Ange-Gardien, le **VINGT-DEUXIÈME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 17 mars 1898. 1315-2
[Première publication, 19 mars 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **A**LFRÉD DOMBROSKI,
No. 887. } marchand de lard, de la cité de Québec ; contre **ALFRED PARADIS,** de la cité de Québec, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu William Paradis, en son vivant courtier, de la cité de Québec, à savoir :

1° La moitié sud du lot No 413 (quatre cent treize) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant une terre située concession sud-ouest du domaine Saint-Pierre, contenant un arpent de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée au nord-est par Jean-Baptiste Bédard, au sud-ouest par Charles Bédard, au nord par Victor Paradis, et au sud par une route—avec bâtisses, et aussi droit de passage sur la terre de Victor Paradis.

2° La moitié sud-ouest du lot No 103 (cent trois), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant une terre située Fief d'Orsainville, sixième concession, contenant un arpent de largeur sur vingt et un arpents de profondeur, et de la un quart d'arpent de largeur sur une profondeur de dix-neuf arpents, plus ou moins ; et bornée au sud par un chemin, au nord par la septième concession, au nord-est par Victor Paradis, et au sud-ouest par Thomas Berthiaume—avec part de la grange de Victor Paradis.

3° Le lot No 455 (quatre cent cinquante-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, situé sur le côté ouest de la rue Tracy—avec bâtisses.

4° La partie est du lot No. 2365 (deux mille trois cent soixante et cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, étant un lopin de terre situé en la Banlieue de Québec, à l'endroit appelé "La Petite Rivière Saint-Charles", contenant deux arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin public jusqu'à la Rivière Saint-Charles ; bornée au sud-est par le dit chemin, au nord-ouest par la rivière Saint-Charles, au nord-est par la terre de Thomas Quinn, et au sud-ouest par celle de Robert Ruthman, représentant les héritiers Crawford—avec bâtisses.

5° Le lot No. 396 (trois cent quatre-vingt-seize), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la rue Richardson—avec bâtisses.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **T**HE CORPORATION OF
No. 1824. } **THE COUNTY OF MONT-
MORENCY, DIVISION No. 1,** having its principal place of business in the parish of la Visitation de Notre Dame du Château Richer ; against **CHARLES TELESPHORE LEFRANÇOIS,** of the parish of l'Ange Gardien, in the county of Montmorency, to wit :

The north-east part of lot No. 93 (ninety-three), of the official cadastre of the parish of l'Ange Gardien, county of Montmorency, being a lot of land containing forty-seven feet english measure in front, starting from a distance of three feet on the north-east side of the house of Joseph Laberge, in a north easterly direction to the fence dividing the land sold from that of Chrysostôme Huot and of Joseph Huot, by the depth that there is from the Queen's highway towards the south to the brink of the hill that is there ; bounded on the north and on the south as aforesaid, on the north east by Chrysostôme Huot and Joseph Huot, on the south-west by the said Joseph Laberge — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of l'Ange Gardien, on the **TWENTY SECOND** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 17th March, 1898. 1316
[First published, 19th March, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **A**LFRÉD DOMBROSKI,
No. 887. } pork dealer, of the city of Québec ; against **ALFRED PARADIS,** of the city of Québec, in his quality of testamentary executor of the late William Paradis, in his lifetime broker, of the city of Québec, to wit :

1. The south half of lot No. 413 (four hundred and thirteen), of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Québec, being a land situate in the south west concession of the Domaine Saint Pierre, containing one arpent in width by twenty arpents in depth, more or less ; bounded on the north east by Jean Baptiste Bédard, on the south west by Charles Bédard, on the north by Victor Paradis, and on the south by a by-road— with buildings, and also right of passage over the land of Victor Paradis.

2. The south west half of lot No. 103 (one hundred and three), of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, county of Québec, being a land situate in the Fief d'Orsainville, sixth concession, containing one arpent in width by twenty-one arpents in depth, and from thence one quarter of an arpent in width by a depth of nineteen arpents, more or less ; and bounded on the south by a road, on the north by the seventh concession, on the north east by Victor Paradis, and on the south west by Thomas Berthiaume— with part of the barn of Victor Paradis.

3. Lot No. 455 (four hundred and fifty-five), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, situate on the west side of Tracy street — with buildings.

4. The east part of lot No. 2365 (two thousand three hundred and sixty-five), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, being a lot of land situate in the Banlieu of Québec, at the place called "The Little River Saint Charles," containing two arpents in width, by the depth there may be between the public road to the river Saint Charles ; bounded on the south east by the said road, on the north west by the river Saint Charles, on the north east by the land of Thomas Quinn, and on the south west by that of Robert Ruthman, representing the heirs Crawford— with buildings.

5. Lot No. 396 (three hundred and ninety-six), of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Québec, being a lot situate on the south side of Richardson street— with buildings.

6° Le lot No. 1401 (quatorze cent un), du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement formant le coin sud-est des rues Saint-Ours et Colomb—avec bâtisses.

Pour être vendus comme suit, savoir : Les lots premièrement et deuxièmement décrits, à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, le QUINZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, et les quatre autres lots à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Québec, 10 mars 1898. Shérif. 1177-2
[Première publication, 12 mars 1898.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } BÉNONI ALIAS BÉLONI
No. 1822. } TREMBLAY, de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, rentier ; contre JEAN BAPTISTE TREMBLAY, ci-devant de la paroisse de Saint-Augustin, et maintenant de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No 231 (deux cent trente et un), du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant un emplacement situé premier rang—avec moulin.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, le TREIZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Québec, 10 mars 1898. Shérif. 1179.2
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Sherif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Rimouski.

No. 5093. } ANTOINE VOYER, de l'endroit appelé Notre-Dame de Lourdes de Mont Joli ou Sainte-Flavie station, marchand ; vs ETIENNE FOURNIER, de la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, cultivateur.

1° Une terre située au premier rang du canton Cabot, en la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, contenant cent acres en superficie, étant le numéro trois B (3 B) du cadastre officiel du canton Cabot, en la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Tous les défrichements, améliorations, droits, titres et intérêts quelconques que le défendeur a et prétend sur une terre située au premier rang du canton Cabot, en la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, contenant cinquante acres en superficie, étant le lot numéro quatre A (4 A), du cadastre officiel du canton Cabot, paroisse de Sainte-Angèle de Mérici—sans bâtisses.

3° Une terre située au deuxième rang est de la rivière Métis, le long Cabot, contenant un arpent et demi de front sur trente de profondeur, et étant le numéro cinquante-neuf (59) du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Mérici—sans bâtisses. A charge d'une rente foncière constituée d'une piastre et cinquante centins, payable le onze novembre de chaque année aux propriétaires de la seigneurie de Lepage et Thivierge.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Mérici, le QUATOR-

6. Lot No. 1401 (fourteen hundred and one), of the official cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot forming the south east corner of Saint Ours and Colomb streets—with buildings.

To be sold as follows, to wit : the lots firstly and secondly described at the church door of the parish of Charlesbourg, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, and the four other lots at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the morning. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Québec, 10th March, 1898. Sheriff. 1178
[First published, 12th March, 1898.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } BÉNONI ALIAS BÉLONI
No. 1822. } TREMBLAY, of the parish of Ancienne Lorette, rentier ; again t JEAN-BAPTISTE TREMBLAY, heretofore of the parish of Saint Augustin, and now of parts unknown, to wit :

Lot No. 231 (two hundred and thirty-one), of the official cadastre of the parish of Pointe aux Trembles, county of Portneuf, being a lot situate in the first range—with mill.

To be sold at the church door of the parish of Pointe aux Trembles, county of Portneuf, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Québec, 10th March, 1898. Sheriff. 1180
[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—Rimouski.

No. 5093. } ANTOINE VOYER, of the place called Notre Dame de Lourdes de Mont Joli or Sainte Flavie Station, merchant ; vs. ETIENNE FOURNIER, of the parish of Sainte Angèle de Merici, farmer.

1. A land situate in the first range of the township Cabot, in the parish of Sainte Angèle de Mérici, containing one hundred acres in area, being number three B (3 B), of the official cadastre of the township Cabot, in the parish of Sainte Angèle de Mérici—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the clearances, improvements, right, title and interest whatsoever which the defendant has or may have in a land situate in the first range of the township Cabot, in the parish of Sainte Angèle de Mérici, containing fifty acres in area, being lot number four A (4 A), of the official cadastre of the township Cabot, in the parish of Sainte Angèle de Mérici—without buildings.

3. A land situate in the second range east of the river Métis, along Cabot, containing one arpent and a half in front by thirty in depth, and being number fifty-nine (59) of the official cadastre of the said parish of Sainte Angèle de Mérici—without buildings. Subject to a constituted ground rent of one dollar and fifty cents, payable on the eleventh of November of every year to the proprietors of the seigniories of Lepage and Thivierge.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angèle de Mérici, on the FOURTEENTH

ZIEME jour d'AVRIL prochain (1898), à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
14 février, 1898. 1063-2
[Première publication, 12 mars 1898.]

Cour de Circuit, pour le comté de Rimouski, siégeant à Matane.

Canada, LOUIS HORACE
Province de Québec, } L CHOUINARD, de la
District de Rimouski. } paroisse de Saint-Jérôme
No 842—4478. } de Matane, dans le district de Rimouski, marchand. Demandeur; contre FIDELE CARON et ANTOINE CARON, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche, dit comté, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit Antoine Caron, savoir :

1° Tous les droits, titres, intérêts quelconques, améliorations, défrichements que le défendeur a et possède sur le lot numéro sept D (7 D), du cadastre officiel du canton Matane, contenant cinquante-six acres et demi, dans le quatrième rang du dit canton, paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Tous les droits, titres, intérêts quelconques, améliorations, défrichements que le dit défendeur a et possède sur une autre terre située dans le sixième rang du canton Matane, paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche, portant les numéros treize D (13 D) et quatorze A (14 A), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche, canton Matane, et contenant cent cinq acres en superficie—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ulric de la Rivière-Blanche, le DOUZIEME jour d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Rimouski, 18 février 1898. 1185-2
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Malbaie, à savoir :) ROBERT RITCHIE, de la
No. 1765. } ville de Lévis, rentier,
Demandeur; contre DEMOISELLE DELPHINE KANE, de la cité de Québec, fille majeure et rentière, à savoir :

1° Un emplacement de forme irrégulière, contenant environ vingt perches en superficie, situé en le village Nairne, étant le lot numéro cinq cent cinquante-six (556), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Une terre située en la concession du Cap à l'Aigle, composée des lots numéros seize et dix-neuf (16 et 19) du dit cadastre officiel—avec bâtisses sus-érigées.

3° Une terre située en la concession Sainte-Madeleine ou Joyeuse, composée des lots numéros huit cent cinquante-quatre et huit cent cinquante-cinq (854 et 855) du susdit cadastre officiel—avec bâtisses sus-érigées.

4° Une terre située en la concession de Terrebonne, composée des lots numéros huit cent deux et huit cent quatre (802 et 804) du cadastre officiel susdit—avec bâtisses sus-érigées.

day of APRIL next (1898), at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's office, Shérif.
14th February, 1898. 1064
[First published, 12th March, 1898.]

Circuit Court, for the county of Rimouski, sitting at Matane.

Canada, LOUIS HORACE
Province of Québec, } L CHOUINARD, of the
District of Rimouski. } parish of Saint Jérôme
No. 842—4478. } Matane, in the district of Rimouski, merchant, Plaintiff; against FIDELE CARON AND ANTOINE CARON, both farmers, of the parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche, said county, Defendants.

Seized as belonging to the said Antoine Caron, to wit :

1. All the right, title, interest and claim, improvements, clearances, which the defendant has and possesses on lot number seven D (7 D), of the official cadastre of the township Matane, containing fifty-six acres and a half, in the fourth range of the said township, parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the right, title and interest whatsoever, improvements and clearances, which the said defendant has or may claim on another land situate in the second range of the township Matane, parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche, being number thirteen D (13 D) and fourteen A (14 A), of the cadastre of the said parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche, township Matane, and containing one hundred and five acres in area—without buildings.

To be sold at the door of the parish church of Saint Ulric de la Rivière Blanche, the TWELFTH day of APRIL, one thousand eight hundred and ninety-eight, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALF. MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Shérif.
Rimouski, 18th February, 1898. 1186
[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Québec.

Malbaie, to wit:) ROBERT RITCHIE, of the
No. 1765. } town of Lévis, rentier, Plaintiff; against MISS DELPHINE KANE, of the city of Québec, spinster and rentière, to wit :

1° A lot of land of irregular outline, containing about twenty perches in area, situate in the village Nairne, being number five hundred and fifty-six (556), of the official cadastre of the parish of Saint Etienne de la Malbaie—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° A land situate in the concession of Cap à l'Aigle, made up of lots sixteen and nineteen (16 and 19) of the said official cadastre—with buildings thereon erected.

3° A land situate in the concession Sainte Madeleine or Joyeuse, made up of lots numbers eight hundred and fifty-four and eight hundred and fifty-five (854 and 855) of the said official cadastre—with buildings thereon erected.

4° A land situate in the concession Terrebonne, composed of lots numbers eight hundred and two and eight hundred and four (802 and 804) of the said official cadastre—with buildings thereon erected.

Pour être vendus dans mon bureau, en la paroisse Saint-Etienne de la Malbaie, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 3 mars 1898. 1057-2
[Première publication, 12 mars 1898.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **L' HONORABLE**
No 794 } **FREDERICK W. ANDREWS**, de la paroisse de Saint-Sauveur, dans le district de Québec, juge de la cour supérieure, Demandeur ; contre les terres et tenements de EDWARD LITTLE, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Hatley, dans le district de Saint-François, étant la moitié ouest de la moitié ouest du lot numéro quatre, dans le premier rang du dit canton, maintenant connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Hatley, comme la moitié ouest du lot numéro cent soixante et douze (No 172), dans le premier rang, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Hatley, le TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 29 mars 1898. 1511
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Mégantic, dans le district d'Arthabaska.

Saint-François, à savoir : } **DAME MARIE PHILLOMENE EMMA ROBERGE ET AL.**, Demandeurs ; contre les terres et tenements de GEDEON GRIMARD, Défendeur.

Une terre de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins, située dans le canton de Wolfestown, dans le district de Saint-François, connue et désignée comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro dix-neuf (No 19), dans le quatrième rang du dit canton ; bornée en front par le chemin public, en arrière par la ligne de concession, d'un côté au terrain de Joseph Goulet, et de l'autre côté à une terre appartenant à Eusèbe Grimard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 30 mars 1898. 1565
[Première publication, 2 avril 1898.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

To be sold at my office, in the parish of Saint Etienne de la Malbaie, on the TWELFTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 3rd March, 1898. 1058
[First published, 12th March, 1898.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **HONORABLE**
No. 794. } **FREDERICK W. ANDREWS**, of the parish of Saint Sauveur, in the district of Quebec, judge of the superior court, Plaintiff ; against the lands and tenements of EDWARD LITTLE, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the township of Hatley, in the district of Saint Francis, being the west half of the west half of the lot number four, in the first range of the said township, now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Hatley, as the west half of the lot number one hundred and seventy-two (No. 172), in the first range, containing fifty acres of land in superficies, more or less—with all the appurtenances thereon or thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Catherine of Hatley, on the THIRD day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 29th March, 1898. 1512
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit court, in and for the county of Mégantic, in the district of Arthabaska.

Saint Francis, to wit : } **DAME MARIE PHILLOMENE EMMA ROBERGE ET AL.**, Plaintiffs ; against the lands and tenements of GEDEON GRIMARD, Defendant.

A lot of land containing one hundred acres in area, more or less, situate in the township of Wolfestown, in the district of Saint Francis, known and designated as being the north west half of lot number nineteen (No. 19), in the fourth range of the said township ; bounded in front by the public road, in rear by the concession line, on one side by the land of Joseph Goulet, and on the other side by the land belonging to Eusèbe Grimard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of Saint Julien de Wolfestown, on the FOURTH day of MAY next, at ONE of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 30th March, 1898. 1566
[First published, 2nd April, 1898.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe No. 144. } EUSEBE CLOU-TIER, Deman-deur; contre AN-TOINE LAPLANTE, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Barnabé, rang Saint-Amable, côté sud, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Barnabé, comme étant le numéro deux cent trente (No 230)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 29 mars 1898. Shérif, 1533
[Première publication, 2 avril 1898.]

Ventes par le shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, Sainte-Scholastique, savoir: No 342. } WILLIAM GREER, Demandeur; contre ROBERTSON WOOLSEY ET AL, Défendeurs, savoir: la propriété appartenant à Robertson Woolsey.

Une terre située en la Côte Saint-Jean, paroisse de Saint-Benoit, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Benoit, sous le numéro cent trente-trois (No 133), formant en superficie quarante-quatre arpents et vingt-cinq perches—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Benoit, dit district, le TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PRÉVOST,

Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 29 mars 1898. Shérif, 1547
[Première publication, 2 avril 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Terrebonne, Ste-Scholastique, No. 2773. } A IMÉ MAILLÉ, Demandeur; contre DAME VIRGINIE DESJARDINS, Défenderesse, savoir:

1° La jouissance et usufruit de la défenderesse, telle que constatés dans son contrat de mariage, d'une terre située en la Grande Côte, paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, connue et désignée au cadastre hypothécaire, sous le numéro quatre-vingt-dix-neuf (99), de la susdite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

2° Un emplacement appartenant autrefois à Auguste Blanc, situé à l'ouest de la rue Sanche, dans le village de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, connu et désigné au même cadastre hypothécaire, comme faisant partie du numéro deux cent soixante (260), du dit village de Sainte-Thérèse; borné au nord par le chemin de fer conduisant à Saint-Eustache, à l'est par la rue Sanche, au sud par l'emplacement plus bas décrit, et à l'ouest par le reste du dit No. 260; le tout tel qu'enclos aujourd'hui—avec les bâtisses y érigées.

3° Un emplacement appartenant autrefois à Théodore Lemay, situé à l'ouest de la rue Sanche, dans le dit village de Sainte-Thérèse, connu et désigné au dit cadastre comme formant partie du numéro deux

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District of Saint-Hyacinth. No. 144. } EUSEBE CLOU-TIER, Plaintiff; vs. ANTOINE LAPLANTE, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Barnabé, range Saint Amable, south side, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Barnabé, as lot number two hundred and thirty (No. 230)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Barnabé, on the NINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 29 March, 1898. Sheriff, 1534
[First published, 2nd April, 1898.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, Sainte Scholastique, to wit: No. 342. } WILLIAM GREER, Plaintiff; against ROBERTSON WOOLSEY ET AL, Defendants, to wit: the property belonging to Robertson Woolsey.

A land situate in the Côte Saint Jean, parish of Saint Benoit, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Benoit, as number one hundred and thirty-three (No. 133), forming in area forty-four arpents and twenty-five perches—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Benoit, said district, on the THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PRÉVOST,

Sheriff's Office, Sainte Scholastique, 29th March, 1898. Sheriff, 1548
[First published, 2nd April, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, Ste Scholastique, No. 2773. } A IMÉ MAILLÉ, Plaintiff; against DAME VIRGINIE DESJARDINS, Defendant, to wit:

1. The enjoyment and usufruct in favor of the defendant, such as setforth in her marriage contract, of a land situate in the Grande Côte, parish of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, known and designated on the registration cadastre, as number ninety-nine (99), of the afore-said parish—with the buildings thereon erected.

2° A lot formerly belonging to Auguste Blanc, situate to the west of Sanche street, in the village of Sainte-Thérèse de Blainville, said district, known and designated on the same registration cadastre as forming part of number two hundred and sixty (260), of the said village of Sainte Thérèse; bounded on the north by the railway road leading to Saint Eustache, on the east by Sanche street, on the south by the lot hereinafter described, and on the west by the residue of said No. 260; the whole such as now enclosed—with the buildings thereon erected.

3. A lot formerly belonging to Théodore Lemay, situate to the west of Sanche street, in the said village of Sainte Thérèse, known and designated on the said cadastre as forming part of number two

cent soixante (260), du dit village de Sainte-Thérèse ; borné au nord par l'emplacement ci-dessus décrit, à l'est par la rue Sanche, au sud et à l'ouest par le reste du dit No. 260 ; le tout tel qu'actuellement enclos — avec les bâtisses y érigées.

4° Un lot de terre situé à l'ouest de la rue Sanche, dans le même village, connu et désigné au même cadastre comme formant partie des numéros deux cent soixante et deux cents (260-200), du susdit village ; borné au nord par le chemin de fer conduisant à Saint-Eustache et l'emplacement ci-dessus décrit, à l'est par la rue Sanche, au sud par le chemin de la Côte Cachée, et à l'ouest par le No. 199, appartenant à Nazaire Meunier — avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 1er mars 1898. 971-2
[Première publication, 5 mars 1898.]

hundred and sixty (260), of the said village of Sainte-Thérèse ; bounded on the north by the lot hereinabove described, on the east by Sanche street, on the south and west by the residue of said No. 260 ; the whole such as now enclosed—with the buildings thereon erected.

4. A lot of land situate to the west of Sanche street, in the same village, known and designated on the same cadastre as forming part of numbers two hundred and sixty and two hundred (260-200), of the said village ; bounded on the north by the railway leading to Saint Eustache and the lot hereinabove described, on the east by Sanche street, on the south by the road of the Côte Cachée, and on the west by No. 199, belonging to Nazaire Meunier—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte-Thérèse de Blainville, said district, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 1st March, 1898. 972
[First published, 5th March, 1898.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 16 novembre 1892, pour la paroisse de Saint-Gilles de Beauvillage, dans le comté de Lotbinière, et de nommer par commission, en date du 31 mars 1898, MM. Arthur Côté, Charles Têtu, Augustin Delâge, Victor Demers et Alfred Demers, commissaires de la dite cour. 1579

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 29 mars 1898, de nommer M. Narcisse Edouard Cormier, de la ville d'Aylmer, commissaire *per delinimus potestatem*. 1581

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 16th of November, 1892, for the parish of Saint Gilles de Beauvillage, in the county of Lotbinière, and to appoint by commission, dated the 31st of March, 1898, Messrs. Arthur Côté, Charles Têtu, Augustin Delâge, Victor Demers and Alfred Demers, commissioners of the said court. 1580

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of March, 1898, to appoint Mr. Narcisse Edouard Cormier, of the town of Aylmer, commissioner *per delinimus potestatem*. 1582

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que, sur
Proc.-Genl. } présentation au conseil municipal du comté de Hochelaga, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue Pointe, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Hochelaga, a nommé Jérémie L. Décarie, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doi-

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS, on pre-
Atty.-Genl. } sentation to the municipal council of the county of Hochelaga, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of Saint-François d'Assise de la Longue Pointe, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Hochelaga, has named Jérémie L. Décarie, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits

vent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué le 9 de mars courant sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Par la ligne latérale nord-est du lot numéro trois cent trente deux (332), du cadastre officiel de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le dit comté d'Hochelaga, depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à un point situé à cinq arpents du dit fleuve ; de là, par une ligne droite menée à peu près dans la direction du nord-est, à angle droit avec la dite ligne latérale nord-est du lot No 332, traversant les lots numéros trois cent trente-cinq (335), et trois cent trente-sept (337), du dit cadastre et se terminant au milieu de la route appelée " Montée de la Longue-Pointe ou Montée Saint-Léonard " ; de là, par l'axe ou milieu de la dite route, en allant vers le nord ouest, jusqu'à un point situé à six arpents, neuf perches et sept pieds (6.9.7) de l'extrémité nord-est de la dite ligne traversant les lots Nos 335 et 337 ; de là, par une droite menée perpendiculairement à l'axe de la dite route jusqu'à la ligne latérale sud-ouest du lot numéro trois cent quatre-vingt-onze (391) du dit cadastre ; de là, par cette dernière ligne latérale jusqu'au fleuve Saint-Laurent ; de là, enfin, par le dit fleuve jusqu'à la susdite ligne latérale nord-est du lot No 332.

Le dit village a une superficie d'environ soixante et dix neuf (79) arpents carrés, sera détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe, et formera une municipalité séparée sous le nom de " la municipalité du village de Beurivage de la Longue-Pointe, " à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Beurivage de la Longue-Pointe, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix huit, et de Notre Règne la soixante et unième.
Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1577

Canada,
Province de
Québec.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated, on the 9th of March instant, without amendments by the council of the said county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

By the north east side line of lot number three hundred and thirty two (332), of the official cadastre of the parish of Longue-Pointe, in the said county of Hochelaga, between the river Saint-Lawrence and a point situated at five arpents from the said river ; from thence, by a straight line drawn nearly in the direction of the north east, at right angle with the said north east side line of lot No. 332, crossing lots numbers three hundred and thirty five (335), and three hundred and thirty seven (337,) of the said cadastre, and terminating in the middle of the by road called " Montée de la Longue-Pointe or Montée Saint-Leonard, " from thence along the axis or middle of the said by-road, going towards the north west to a point situate at six arpents, nine perches and seven feet (6.9.7) from the north east extremity of the said line crossing the lots 335 and 337 ; from thence by a straight line drawn perpendicularly to the axis of the said by-road to the south west side line of lot number three hundred and ninety one (391) of the said cadastre ; from thence by the said side line to the river Saint-Lawrence ; from thence, lastly, by the said river to the said north east side line of lot No. 332.

Said village has an area of about seventy-nine (79) arpents square, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-François d'Assises de la Longue-Pointe, and shall form a separate municipality under the name of " the municipality of the village of Beurivage of Longue-Pointe, " from this day.

And we do hereby constitute, erect and declare the said village of Beurivage of Longue-Pointe, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

1578

Canada,
Province of
Quebec.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU que la
Proc.-Géné. } loi 61 Victoria,
 chapitre sept, intitulée : "Loi transportant de Saint-Michel à Saint-Raphaël le chef-lieu du comté de Bellechasse," décrète entre autres choses "qu'aus-
 sitôt qu'un bureau d'enregistrement et une voûte de sûreté auront été érigés dans le nouveau chef-lieu, en la manière prescrite par l'article 514 du code municipal, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation, y établir le bureau d'enregistrement, pour le comté de Bellechasse, et, à compter du jour fixé par cette proclamation, tous les enregistrements, pour le dit comté, se feront à ce nouveau bureau."

Et ATTENDU que par une lettre en date du 14 mars courant (1898), le registrateur du comté de Bellechasse a informé l'honorable Procureur Général qu'un bureau d'enregistrement et une voûte de sûreté ont été érigés dans la paroisse de Saint-Raphaël, dans le comté de Bellechasse, tel que prescrit par les dispositions de la loi 61 Victoria, chapitre 7, qui ordonne le transfert du chef-lieu du comté de Bellechasse, de la paroisse de Saint-Michel, dans le dit comté, à celle de Saint-Raphaël, dans le même comté.

A CES CAUSES, par et de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, Nous avons établi, et, par les présentes, établissons le bureau d'enregistrement pour le comté de Bellechasse, dans la paroisse de Saint-Raphaël, dit comté, en vertu des dispositions de la loi 61 Victoria, chapitre 7, et Nous avons réglé, ordonné, et déclaré et par les présentes, réglons, ordonnons et déclarons qu'à compter du quatrième jour du mois d'avril prochain, (1898), tous les enregistrements pour le dit comté de Bellechasse, se feront à ce nouveau bureau d'enregistrement.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTEIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
 Secrétaire de la province.

1585

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de mars courant, constituant en corporation Téléphore Sicotte, manufacturier ; Marie-Louise Sicotte, fille majeure et usant de ses droits ; Armand Gédéon Yon, comptable ; Charles Emile Delorme et Gustave Maurice Delorme, commerçants, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : fabriquer, vendre et faire le commerce d'objets en métal, bois, cuir, papier-maché, caoutchouc, cellulose, ou autres substances analogues ou pouvant en tenir lieu ; acheter, posséder et vendre, tous brevets d'invention se rapportant aux dits objets ; acquérir, posséder, louer et vendre des

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS the Act
Atty. Genl. } 61 Victoria, chapter seven, intituled : "An act to transfer the *Chef-lieu* of the county of Bellechasse from Saint Michel to Saint Raphael " enacts, amongst other things, that "as soon as a registry office and fire-proof vault shall have been built in the new *chef-lieu* in the manner prescribed by article 514 of the Municipal Code, the lieutenant-governor in council may, by proclamation, establish the registry office for the county of Bellechasse there, and, from and after the date specified in the said proclamation, all registrations for the said county shall be effected at the new said office."

AND WHEREAS by a letter dated the 14th of March instant (1898), the registrar for the county of Bellechasse has informed the honorable attorney general that a registry office and fire-proof vault have been erected in the parish of Saint Raphael, in the county of Bellechasse, such as prescribed by the provisions of the Act 61 Victoria, Ch. 7, which orders the transfer of the *chef-lieu* of the county of Bellechasse from the parish of Saint Michel, in the said county, to that of Saint Raphael in the same county.

THEREFORE, by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, We have established, and do hereby establish the registry office for the county of Bellechasse, in the parish of Saint Raphael, said county, in virtue of the provisions of the Act 61 Vict., ch. 7, and We have ruled, ordered, and declared, and do hereby rule order and declare, that from the fourth day of the month of April next, (1898), all registrations for the said county of Bellechasse will be made at this new registry office.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTIETH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-first year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
 Provincial secretary.

1586

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March instant, incorporating Téléphore Sicotte, manufacturer ; Marie Louise Sicotte, spinster ; Armand Gédéon Yon, accountant ; Charles Emile Delorme and Gustave Maurice Delorme, traders ; all of the city of Montreal, for the following purposes, to wit : to manufacture, sell and deal in article in metal, wood, leather, *papier maché*, rubber, celluloid or other substances of a similar nature or which may take the place thereof ; to purchase, hold and sell all patents connected with the said articles ; to acquire, hold, lease and sell real estate of an annual value not exceeding fifteen

immeubles d'une valeur annuelle n'excédant pas quinze mille dollars, sous le nom de "The Montreal Hardware Manufacturing Company," avec un fonds-social s'élevant en totalité à vingt mille piastres (\$20,000), divisé en actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trente et unième jour de mars 1898.

J. E. ROBIDOUX,
1583 Secrétaire de la province.

thousand dollars, under the name of "The Montreal Hardware Manufacturing Company," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirty-first day of March, 1898.

J. E. ROBIDOUX,
1584 Provincial secretary.

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Ottawa, } *Cour Supérieure.*

Dame Théotiste Brien dite Durocher, de Papi-neauville, district d'Ottawa, épouse commune en biens, de William Chalut, hôtelier, du même lieu dûment autorisé à ester en justice, a, ce jour intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

AUGUSTE MACKAY,
Avocat de la demanderesse.

Hull, 30 mars 1898. 1569

Province de Québec, }
District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*
No 4181.

Avis est par les présentes donné, que Dame Clarinda Thibaudeau, de la cité de Sorel, district de Richelieu, a, ce jour, poursuivi son mari Charles Lord, en séparation de biens.

WURTELE & LACROIX,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 26 mars 1898. 1567

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Ottawa, } *Superior Court.*

Dame Théotiste Brien dite Durocher, of Papi-neauville, district of Ottawa, wife common as to property of William Chalut, of the same place, hotel-keeper, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property from her said husband.

AUGUSTE MACKAY,
Plaintiff's attorney.

Hull, 30th March, 1898. 1570

Province of Quebec, }
District of Richelieu, } *Superior Court.*
No 4181.

Notice is hereby given that Dame Clarinda Thi-baudeau, of the city of Sorel, district of Richelieu, has, this day, sued her husband Charles Lord, for a separation of property.

WURTELE & LACROIX,
Attorneys for Plaintiff.

Sorel, 26th March, 1898. 1568

Avis de Faillites

In re G. Bresse & Co., Québec, Insolvable.

Avis public est donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et que ce dividende sera payable à mon bureau, le 18 avril courant.

D. ARCAND,
Curateur.

Québec, 2 avril 1898. 1573

District de Kamouraska, }
No 158. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Cyprien Dionne, marchand, de la ville de Fraserville, Failli.

Avis est donné que, le vingt-sixième jour de mars courant, le soussigné a été nommé par une ordonnance de l'honorable juge Ernest Cimon, curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

P. LANGLAIS,
Curateur.

Fraserville, 29 mars 1898. 1575

Province de Québec, }
District de Kamouraska, }
No 156.

Dans l'affaire de Jean-Baptiste Eugène Frenette, libraire et imprimeur, de la ville de Fraserville, Failli.

Avis est par le présent donné, qu'un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au dix-huit avril courant, après laquelle date les collocation seront payables à mon bureau.

P. LANGLAIS,
Curateur.

Fraserville, 1er avril 1898. 1587

Bankrupt Notices

In re G. Bresse & Co., Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and that the dividend will be payable at my office, on the 18th of April instant.

D. ARCAND,
Curator.

Quebec, 2nd April, 1898. 1574

District of Kamouraska, }
No. 158. } *Superior Court.*

In the matter of Cyprien Dionne, merchant, of the town of Fraserville, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 26th day of March instant, the undersigned was appointed, by the order of the Honorable judge Ernest Cimon, curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me, within thirty days of this notice.

P. LANGLAIS,
Curator.

Fraserville, 29th March, 1898. 1576

Province of Quebec, }
District of Kamouraska, }
No. 156.

In the matter of Jean-Baptiste Eugène Frenette, book-seller and printer, of the town of Fraser-ville, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 18th of April instant, after which date dividends will be payable at my office.

P. LANGLAIS,
Curator.

Fraserville, 1st April, 1898. 1588

Pages	Pages
ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :	MUNICIPALITY ANNEXED :
Annexer à la municipalité de Saint-Grégoire le Thaumaturge, le quartier Saint-Denis, Montréal.....	To annex to the municipality of Saint Grégoire le Thaumaturge, the Saint Denis ward, Montreal.....
801	801
Annexer à la municipalité de Saint-Ludger, divers lots du canton Gayhurst..	To annex to the municipality of Saint Ludger several lots of township of Gayhurst.....
798	798
ANNONCEURS :	ADVERTISERS :
<i>Avis aux :</i>	<i>Notice to :</i>
Concernant avis, etc.....	Respecting notices, &c.....
795	795
BILLS PRIVÉS, P. Q. :	PRIVATE BILLS, P. Q. :
<i>Avis au sujet des :</i>	<i>Notice Respecting the :</i>
Assemblée législative.....	Legislative Assembly.....
803	803
Conseil législatif.....	Legislative Council.....
801	801
CHATEAUGUAY & NORTHERN R'Y Co :	CHATEAUGUAY & NORTHERN R'Y Co :
Assemblée des actionnaires.....	Meeting of shareholders.....
810	810
DROITS DE BARRAGE :	TOLLS :
Rathbun Coy.....	Rathbun Coy.....
798	798
FAMILLES :	INSOLVENTS :
Bresse & Co.....	Bresse & Co.....
840	840
Coderre.....	Coderre.....
812	812
Dionne.....	Dionne.....
840	840
Hawthorn.....	Hawthorn.....
840	840
Heneault.....	Heneault.....
812	812
Longfellow.....	Longfellow.....
813	813
Parant.....	Parant.....
813	813
Pelletier & Cie.....	Pelletier & Cie.....
812	812
Poirier.....	Poirier.....
813	813
Ross.....	Ross.....
813	813
Valade.....	Valade.....
812	812
LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :	LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :
Cie d'Aqueduc de Richmond.....	Cie d'Aqueduc de Richmond.....
811	811
Hudson Bay Knitting Coy.....	Hudson Bay Knitting Coy.....
808	808
Montreal Grain Elevating Co.....	Montreal Grain Elevating Co.....
811	811
The Duplessis pegging & sewing machine Coy.....	The Duplessis pegging & sewing machine Coy.....
809	809
The Montreal Boot & Shoe Manufacturing Coy, Limited.....	The Montreal Boot & Shoe Manufacturing Coy, Limited.....
808	808
The Montreal Hotel & Navigation Coy..	The Montreal Hotel & Navigation Coy..
809	809
LETTRES PATENTES ÉMISSES :	LETTERS PATENT GRANTED :
Jacques Cartier Pulp & Paper Coy.....	Jacques Cartier Pulp & Paper Coy.....
798	798
Montreal Hardware Manufacturing Coy.	Montreal Hardware Manufacturing Coy.
839	839
LICITATION :	LICITATION :
Collins vs Stepleton.....	Collins vs Stepleton.....
816	816
MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :	MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :
Par S. Fraser, des minutes de E. Sicotte et C. P. Cleveland.....	By S. Fraser, of the minutes of E. Sicotte et C. P. Cleveland.....
801	801
MUNICIPALITÉS :—Publication dans une seule langue,—demande de :	MUNICIPALITY :—Publication in one language only,—application for :
Canton Marchand.....	Canton Marchand.....
797	797
Sainte-Rose de Watford.....	Sainte Rose de Watford.....
797	797

NOMINATIONS :

Cours des commissaires :

Canton Shefford.....	796
N.-D. des Anges, Portneuf.....	796
Saint-Gilles de Beauvillage.....	837

Commissaire per dedimus potestatem :

Ed. Cormier.....	837
------------------	-----

Juges de paix :

District de Saint-Hyacinth, Rouville ...	796
--	-----

Juge de paix en vertu de l'art. 2572, S. R. :

Rimouski	796
----------------	-----

PROCLAMATIONS :

Beauvillage de la Longue Pointe érigée en municipalité.....	837
Bureau d'enregistrement établi à Saint-Raphaël.....	838
Concernant l'acte de la marine marchande, 1894.....	795
Convocation des Chambres <i>pro forma</i>	796

RATIFICATION :

Ex parte : Giguère.....	816
-------------------------	-----

RÈGLES DE COUR :

Bourdeau vs Bourdeau <i>et al</i>	815
Turenne <i>et al</i> vs Bald.....	815

SÉPARATIONS DE BIENS :

Dme Ashmar vs Tadet.....	807
Dme Ayotte vs Alarie.....	806
Dme Beauchamp vs Marion.....	806
Dme Beaulne vs Gauthier.....	806
Dme Boivin vs Mercier.....	805
Dme Brady vs Dunn.....	805
Dme Constantineau vs Brassard.....	806
Dme Durocher vs Chalut.....	840
Dme Hay vs Guertin.....	806
Dme Jackson vs Love.....	805
Dme Laurin vs Clermont.....	806
Dme Mann vs Mann.....	806
Dme McLean vs Bell.....	805
Dme Paradis vs Joncas.....	806
Dme Provençal vs Hudon.....	806
Dme Rhéaume vs Fortin.....	805
Dme Simon vs Perret.....	807
Dme Simpson vs Brewster.....	807
Dme St-François vs Noël.....	806
Dme Thibaudeau vs Lord.....	840
Dme Varney vs Andrews.....	805
Dme Wainright vs Codère.....	806

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc. :

Canton Addington.....	799
Canton Albanel.....	801
Canton Aylwin.....	800
Canton Aylwin.....	800
Canton Gayhurst.....	799
Canton Ham.....	800
Canton Joly.....	799
Canton Kilkenny.....	800
Canton Metgermette N.....	801
Canton Signal.....	799
Canton Taillon.....	801

APPOINTMENTS :

Commissioners Court :

Township Shefford.....	796
N. D. des Anges, Portneuf.....	796
Saint Gilles de Beauvillage.....	837

Commissioner per dedimus potestatem :

Ed. Cormier.....	837
------------------	-----

Justices of the peace :

District of Saint Hyacinth, Rouville.....	796
---	-----

Justice of the peace under art. 2572, R. S. :

Rimouski	796
----------------	-----

PROCLAMATIONS :

Beauvillage de la Longue Pointe erected into municipality.....	837
Registry office establish at Saint-Raphaël.....	838
Concerning the Merchant Shipping Act, 1894.....	795
Parliament convoked <i>pro forma</i>	796

RATIFICATION :

Ex parte : Giguère.....	816
-------------------------	-----

RULES OF COURT :

Bourdeau vs Bourdeau <i>et al</i>	815
Turenne <i>et al</i> vs Bald.....	815

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :

Dme Ashmar vs Tadet.....	807
Dme Ayotte vs Alarie.....	806
Dme Beauchamp vs Marion.....	806
Dme Beaulne vs Gauthier.....	806
Dme Boivin vs Mercier.....	805
Dme Brady vs Dunn.....	805
Dme Constantineau vs Brassard.....	806
Dme Durocher vs Chalut.....	840
Dme Hay vs Guertin.....	806
Dme Jackson vs Love.....	805
Dme Laurin vs Clermont.....	806
Dme Mann vs Mann.....	806
Dme McLean vs Bell.....	805
Dme Paradis vs Joncas.....	806
Dme Provençal vs Hudon.....	806
Dme Rhéaume vs Fortin.....	805
Dme Simon vs Perret.....	807
Dme Simpson vs Brewster.....	807
Dme St-François vs Noël.....	805
Dme Thibaudeau vs Lord.....	840
Dme Varney vs Andrews.....	805
Dme Wainright vs Codère.....	806

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, etc. :

Township Addington.....	799
Township Albanel.....	801
Township Aylwin.....	800
Township Aylwin.....	800
Township Gayhurst.....	799
Township Ham.....	800
Township Joly.....	799
Township Kilkenny.....	800
Township Metgermette N.....	801
Township Signal.....	799
Township Taillon.....	801

VENTES DE PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES :

Denny, failli.....	813
Stuart, failli.....	814

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :

Baril vs Poisson <i>et al.</i>	818
Connelly vs Letters.....	818
Crépeau vs Dme Paulhus.....	818
Dme Dupont vs Auger.....	817
Lavergne vs Huard.....	817

BEAUHARNOIS :

Boulé vs Martin.....	819
Duncan vs McFarlan.....	819

BEDFORD :

Ross vs Mesnard.....	819
----------------------	-----

JOLIETTE :

Fanner vs Girardin.....	820
-------------------------	-----

KAMOURASKA :

Dme Caron vs. Landry.....	821
---------------------------	-----

MONTREAL :

Amirault vs. Dme Lapierre.....	826
Borland <i>et al.</i> , vs. Johnson.....	822
Boudrias vs. Valois.....	825
Dme Papineau vs. Cadieux.....	822
Godin vs. Lanthier.....	824
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs. Mullarky.....	823
McLaurin <i>et al.</i> , vs. Godin.....	828
Mongenaïs, failli.....	825
Sharp vs. Robert.....	824
Staunton vs. Guenette.....	822
The Pension Fund Society of the Bank of Montreal vs. Graham.....	828
Thouret, failli.....	827
Trustees of the parish of Saint Gabriel vs. Dme Sweeney.....	827
The Royal Institution etc, vs. Guérin...	823

OTTAWA :

Hales vs. White.....	830
Kellar vs. Armitage.....	830
Waterford Manufacturing Company, vs. Mahony.....	829

PONTIAC :

Perrault <i>et vir</i> , vs. Mousseau.....	850
--	-----

QUEBEC :

Corp. Co. Montmagny vs. Lefrançois....	832
Dombroski vs. Paradis.....	832
Delle Bittner vs. Dme Vallière.....	831
Lane vs. Vachon.....	831
Tremblay vs. Tremblay.....	833

RIMOUSKI :

Chouinard vs. Caron <i>et al.</i>	834
Voyer vs. Fournier.....	833

SAGUENAY :

Ritchie vs. Delle Kane.....	834
-----------------------------	-----

SALES OF IMMOVABLE PROPERTIES :

Denny, insolvent.....	814
Stuart, insolvent.....	814

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :

Baril vs Poisson <i>et al.</i>	818
Connelly vs Letters.....	818
Crépeau vs Dme Paulhus.....	818
Dme Dupont vs Auger.....	817
Lavergne vs Huard.....	817

BEAUHARNOIS :

Boulé vs Martin.....	819
Duncan vs McFarlan.....	819

BEDFORD :

Ross vs Mesnard.....	819
----------------------	-----

JOLIETTE :

Fanner vs Girardin.....	820
-------------------------	-----

KAMOURASKA :

Dme Caron vs. Landry.....	821
---------------------------	-----

MONTREAL :

Amirault vs. Dme Lapierre.....	826
Borland <i>et al.</i> , vs. Johnson.....	822
Boudrias vs. Valois.....	825
Dme Papineau vs. Cadieux.....	822
Godin vs. Lanthier.....	824
Le Crédit Foncier Franco Canadien vs. Mullarky.....	823
McLaurin <i>et al.</i> , vs. Godin.....	828
Mongenaïs, insolvent.....	825
Sharp vs. Robert.....	824
Staunton vs. Genette.....	822
The Pension Fund Society of the Bank of Montreal vs. Graham.....	828
Thouret, insolvent.....	827
Trustees of the parish of Saint Gabriel vs. Dme Sweeney.....	827
The Royal Institution &c, vs. Guerin....	824

OTTAWA :

Hales vs. White.....	830
Kellar vs. Armitage.....	830
Waterford Manufacturing Company vs. Mahony.....	829

PONTIAC :

Perrault <i>et vir</i> , vs. Mousseau.....	830
--	-----

QUEBEC :

Corp. Co. Montmagny vs. Lefrançois....	832
Dombroski vs. Paradis.....	832
Mile Bittner vs. Mme Vallière.....	831
Lane vs. Vachon.....	831
Tremblay vs. Tremblay.....	833

RIMOUSKI :

Chouinard vs. Caron <i>et al.</i>	834
Voyer vs. Fournier.....	833

SAGUENAY :

Ritchie vs. Mme Kaue.....	834
---------------------------	-----

SAINT-FRANÇOIS :

Andrews vs. Little.....	835
Dme Roberge <i>et al.</i> , vs. Girouard.....	835

SAINT HYACINTHE :

Cloutier vs. Laplante.....	836
----------------------------	-----

TERREBONNE :

Greer vs Woolsey <i>et al.</i>	836
Maillé vs. Dme Desjardins.....	836

SAINT FRANÇOIS :

Andrews vs. Little.....	835
Mme Roberge <i>et al.</i> , vs. Girouard.....	835

SAINT-HYACINTH :

Cloutier vs. Laplante.....	836
----------------------------	-----

TERREBONNE :

Greer vs. Woolsey <i>et al.</i>	836
Maillé vs. Mme Desjardins.....	836